

# LUNDI 23 FEVRIER 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Reprise économique ? Crise terminée ? Le Baltic Dry Index indique le contraire ! p.2
- = La dette mondiale continue à exploser (Charles Sannat sur Contrepoints) p.3
- = La fabrication des serfs p.5
- = ILS NE VONT PAS S'EN TIRER À SI BON COMPTE p.8
- = « Terra Nova ou le think tank qui avait oublié de penser ! » p.9
- = Les nouvelles propositions grecques: une farce p.16
- = Le maintien de la Grèce dans la zone euro coûtera 100 milliards d'euros p.17
- = Alexis Tsipras, la partie de poker européenne... et les fossoyeurs p.18
- = Le Royaume Uni s'apprête à construire le plus grand parc éolien du monde p.20
- = L'imbécile tactique de Tsipras p.22
- = Prochaines étapes du Marathon électoral Européen : La Grande-Bretagne, puis l'Espagne p.25
- = Les obligations d'Etat US devraient reprendre leur hausse p.30
- = Pétrole: le baril amorce la semaine en baisse de 2% à New York p.33
- = La revue de presse de Pierre Jovanovic p.34

## VIDÉO du JOUR

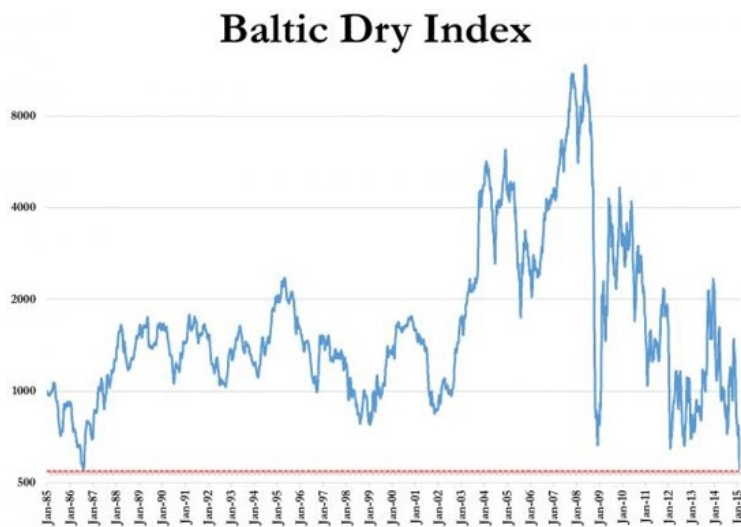
Interview sur l'actualité de Olivier DELAMARCHE,  
Olivier BERRUYER, Philippe BECHADE



[https://www.youtube.com/watch?v=n3c1\\_cHkNN0#t=28](https://www.youtube.com/watch?v=n3c1_cHkNN0#t=28)

## Reprise économique ? Crise terminée ? Le Baltic Dry Index indique le contraire !

23 fév 2015 | Eberhardt Unger | La Chronique Agora



Actuellement on entend souvent dire que la plus grande crise économique et financière depuis 80 ans est finie et que l'économie mondiale repart à la hausse. Ainsi, le FMI s'attend à une croissance réelle du PIB mondial de 3,5% en 2015 et 3,7% en 2016.

Toutefois, ces dernières années, les prévisions du FMI se sont souvent révélées trop optimistes. Certains indicateurs avancés donnent d'ailleurs une vision plus contrastée du tableau.

L'indicateur le plus populaire dans le monde concernant les coûts globaux du fret maritime, le Baltic Dry Index, vient de toucher son plus bas historique. Cet indice, qui permet de suivre l'évolution des tarifs du transport maritime pour les produits de base en vrac, s'est effondré.

*C'est un indice qui a la réputation d'être assez fiable car il est basé sur des contrats de livraison à long terme entre partenaires commerciaux expérimentés*

C'est un indice qui a la réputation d'être assez fiable car il est basé sur des contrats de livraison à long terme entre partenaires commerciaux expérimentés. Et bien entendu, ces derniers ne sont pas aussi confiants pour leurs perspectives

commerciales que le FMI qui prévoit une augmentation du commerce

mondial de 3,8% pour 2015 et 5,3% pour 2016.

▪ **Des baisses partout où l'on attendait des hausses...**

Il est possible que le Baltic Index soit influencé par l'excédent persistant d'offre de navires de transport. Mais le discours sur la déflation et la récession qu'a initié la BCE, avec la mise en place du QE, a aussi une grande influence. En janvier, l'indice des prix à la consommation en Chine n'a augmenté que de 0,8%, bien en deçà de l'objectif d'inflation du gouvernement de 3%.

De plus, la baisse de l'indice des coûts de la production industrielle à 4,3%, dans le même mois, laisse à penser que les prix vont continuer de baisser. De façon tout à fait inattendue, les exportations chinoises ont chuté en janvier de 3,3%, alors qu'elles étaient attendues en hausse de 5,9%. Les importations ont même chuté de 19,9%, alors qu'on attendait une baisse de seulement 3,2%. L'importation de minerai de fer a diminué de 50,3%, celle du charbon de 61,8% et celle du pétrole brut de 41,8%. On comprend mieux que l'industrie du transport maritime soit prudente dans ses prévisions.

Le Baltic Dry Index ne permet pas encore de tirer des conclusions définitives sur l'économie mondiale, mais il met en garde contre un trop-plein d'optimisme.

## **La dette mondiale continue à exploser**

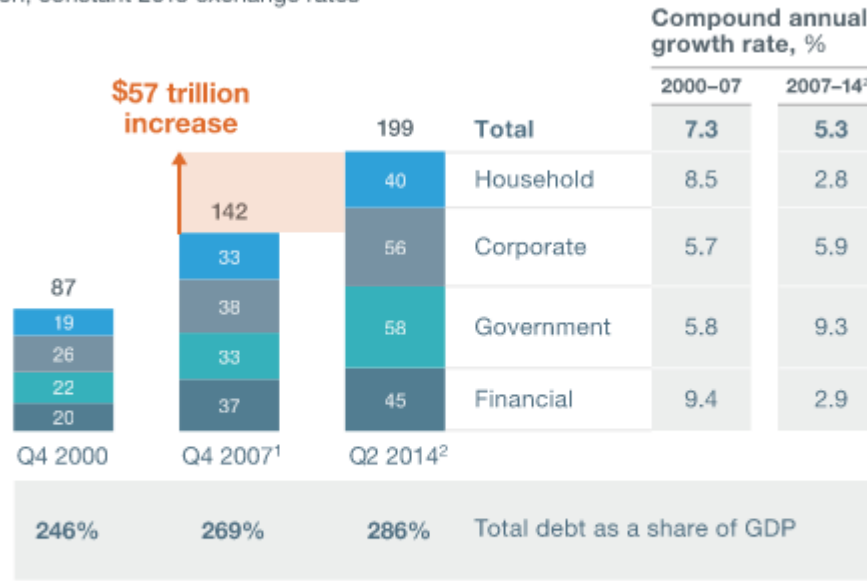
Par Charles Sannat. Publié le 23 février 2015 **Contrepoints**

[Article publié sur le site « Contrepoints » et non « Le contrarien matin »]

Nous avons, pour régler des problèmes d'endettement, créé encore plus de nouvelles dettes.

Voici une illustration de l'endettement mondial officiel. Officiel, car il y a également tout ce qui n'est pas comptabilisé ou mis « hors bilan ».

Global stock of debt outstanding,  
\$ trillion, constant 2013 exchange rates



<sup>1</sup>Figures do not sum to total, because of rounding.

<sup>2</sup>Q2 2014 data for advanced economies and China; Q4 2013 data for other developing countries.

Source: Bank for International Settlements; Haver Analytics; International Monetary Fund *World Economic Outlook*; national sources; McKinsey Global Institute analysis

Comme vous le savez, puisque c'est le message repris en boucle depuis le début de la crise en 2007, tout va bien.

### **Tout va bien et c'est même la reprise.**

Tout va bien, et si pour l'Europe la situation n'est pas facile, le monde, lui, est un océan de croissance et de prospérité, raison pour laquelle la France en particulier devrait faire des réformes. Tout va bien et d'ailleurs regardez aux USA, c'est le plein emploi, ou presque, avec moins de 6 % de chômeurs... Pas grave si plus le chômage diminue et plus la misère augmente ! On vous le dit et redit tout va bien, et ceux qui pensent le contraire parce qu'ils voient l'inverse sont des affreux et horribles « pessimistes » !

### **Pourtant rien n'a changé, tout a empiré, tout le monde le sait, personne ne veut le voir !**

Rien n'a changé mes chers amis, j'aurais bien aimé moi aussi mais tel n'est pas le cas. Nous avons, pour régler des problèmes d'endettement, créé encore plus de nouvelles dettes, ce qui déjà pose comme un problème majeur au niveau même de l'énoncé.

Ainsi, depuis 2007, la dette globale mondiale a augmenté de 57 000 milliards

de dollars et il n'y a pas d'erreur dans le chiffre que je viens d'écrire, je répète : cinquante-sept mille milliards de dollars...

Cette étude a été réalisée par le très sérieux cabinet McKinsey, un cabinet américain. [Vous trouverez ici le lien pour aller télécharger l'ensemble de l'étude consacrée à la dette mondiale.](#)

Mais vous pouvez gagner du temps en ne retenant que l'essentiel, à savoir que jamais, jamais la Grèce, la France, les USA ou même l'Italie ne pourront rembourser ces dettes devenues monstrueuses.

**Nous jouons tous au jeu de « tout le monde est solvable »...**



...mais en réalité personne ne croit plus en cette fable. L'unique question c'est comment réussir à annuler l'ensemble de ces dettes dans une forme de consensus international et sans que l'ensemble du système économique mondial ne s'effondre, entraînant avec lui dans le chaos des sociétés entières.

Trouvez la réponse à cette question et vous aurez de grandes chances de pouvoir vous préparer au mieux à la dévastation que ne manquera pas de provoquer la mère de toutes les bulles financières, la bulle obligataire, autrement dit la bulle de l'endettement, de la dette !

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

## **La fabrication des serfs**

**Les Clefs Pour Comprendre du Jeudi 19 Février 2015: Par Bruno Bertez**

**[Article en reprise]**

Il y a un lien démontré par tous les auteurs, philosophes, sociologues et économistes, entre les libertés économiques et la, ou les, libertés individuelles.

La multiplication des interventions de l'Etat, de son Administration et de ses fonctionnaires a pour objectif et pour effet de vous obliger à faire ce que vous

ne feriez pas spontanément. En fait, ils vous tordent le bras en continu. A la fin, être tordu devient une seconde nature.

Nos sociétés évoluent de façon perverse. Elles empilent règlements, lois, obligations, à un point tel que, même les plus vertueux sont incapables de vivre sans multiplier, à leur insu, les infractions, les fautes, les entorses. Toute personne qui gère ou a géré une entreprise en a fait l'expérience, il est devenu impossible d'être dans les clous.

Les pouvoirs, au fond, s'en fichent et je dirais même qu'ils le savent et que c'est pour cela qu'ils font semblant, de temps à autre, de « libéraliser », de promettre de réviser le carcan administratif, de simplifier, etc. Bien entendu, toute simplification et toute libéralisation n'a pour effet que d'empiler une nouvelle couche de complexité et de coûts.

Mais c'est l'objectif inconscient, non pensé, du système. Son objectif n'est pas de faire respecter les règles de la vie en société, de la vie économique, non, son objectif est de faire de vous des sujets obéissants. Voilà le grand mot. Il faut fabriquer des sujets, des serfs, des gens qui intériorisent le fait que, **quoi qu'ils fassent, ils sont en faute**. On construit une nouvelle humanité qui, peu à peu, s'habitue à ne plus réaliser ses libres choix, s'habitue à être épiée, surveillée, et comme le dit Orwell s'habitue à être vue quoi qu'elle fasse, au point que cela devient une seconde nature, craintive et que cela se substitue à l'instinct. L'homme nouveau se fabrique sous vos yeux, sous leurs caméras, sous leurs écoutes, sous le joug de leurs tonnes de lois et règlements.

C'est en quelque sorte, la fabrication des Marines américains transposée à la société civile. Pour fabriquer un Marine, il faut briser l'homme, l'être humain qui est en lui: qu'il ne soit plus que « Yes Sir ». Nous ne sommes même plus dans des techniques, des conditionnements, nous sommes dans l'intrusion, la prise de possession de l'individu.

Ne vous y trompez pas. Quand vous dites, mais moi je m'en fiche, je fais ce que je veux, c'est faux. Vous ne faites pas que vous voulez car, au fond de vous, vous savez que vous êtes en faute. Même ceux qui ne culpabilisent pas sont affectés parce que ces règles, nous ne pouvons les ignorer, elles finissent par nous être constitutives. Celui qui dit, moi je m'en fiche, n'est pas un être libre, cela devient, cela fait de lui, un être qui transgresse. Il perd cette sorte de légèreté de l'âme que donne la liberté.

DSK, malgré son amoralité ou immoralité, sait qu'il ne fait pas bien, il sait qu'il transgresse en ne respectant pas ses esclaves-partenaires sexuelles.

Dans un système de liberté fondé sur la confrontation des prix, des offres des demandes, qui expriment les préférences des individus, il n'y a nul besoin de multiplier les directives, les lois, les plans, les contrôles et les punitions. Dans un système libéral, cela fonctionne sur l'adhésion alors que, dans les systèmes étatiques, cela fonctionne sur la coercition/contrôle/sanction.

Il est évident que l'adhésion des citoyens est une condition du fonctionnement du système. Et la multiplication des déviances, des gens qui n'intériorisent pas les règles de la vie en société, des marginaux de toutes sortes, qu'ils soient nationaux ou importés, est un facteur de dislocation de la société. Un facteur de dislocation de la société qui donne prétexte aux dominants pour vous dominer encore plus, vous!

Même si vous ne buvez pas, vous êtes soumis aux contrôles d'alcoolémie, même si essayez de ne pas tricher le fisc, vous être contrôlé, même si vous respectez les autres et l'humanité qui est en chacun de nous, vous êtes abreuvés des insanités de Valls et de Cazeneuve qui s'adressent à vous comme si vous étiez anti-arabes ou antisémites... même si... On peut énumérer ici tous les actes de votre vie.

Il y a un lien entre, d'une part, l'adhésion des citoyens aux règles sociales et, de l'autre, la capacité de la société à intégrer les déviants, les marginaux, les importés. Plus une société perd de sa capacité à intégrer et plus il faut faire de lois, de règlements, plus il faut imposer, contrôler et punir.

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'en multipliant les lois, les règlements, les contrôles, les sanctions, ils font de vous, d'un coup de crayon, d'un vote scélérat, ils font de vous des déviants. Des dissidents ou des serfs.

Et s'il n'y en a pas assez, ils en importent, car c'est l'une des fonctions du Grand Remplacement. Importer des gens qui sont difficiles à intégrer et ainsi avoir la justification de nouvelles mesures. **Le Grand remplacement [l'immigration] est un moyen de justifier de nouvelles lois, de nouveaux règlements, d'imposer de nouvelles façons de penser, bref, c'est une arme à leur disposition dans la grande panoplie de la mise en servitude des peuples. Ils accueillent, ils fabriquent les in-intégrables.**

C'est un processus, une technique, qui bientôt va leur donner le droit de

supprimer la liberté de parole sur Internet. Haro sur les dissidents. Ils fabriquent tout cela, tout comme ils fabriquent les fraudeurs en haussant les impôts au-delà du raisonnable.

## ILS NE VONT PAS S'EN TIRER À SI BON COMPTE



Paul Jorion

Publié le 22 février 2015

Lorsqu'elle a éclaté, la crise a été marquée par un déni majeur dont l'on continue à payer les effets, et un autre s'est depuis institué. Soi-disant, les banques ne connaissaient qu'une crise de *liquidité* – et non de *solvabilité* – et les gardiens du Temple s'en tiennent aujourd'hui mordicus à la fiction de la soutenabilité de la dette, tandis que les banques centrales continuent de lutter pour stabiliser un système financier sous-assistance.

La Grèce illustre de manière particulièrement criante que cela n'est pas le cas, et cela va être l'enjeu du nouveau round de négociations, si celui qui est en cours n'aboutit pas à un clash. Que faire, va-t-on alors devoir s'interroger, une fois révolus les quatre mois de l'extension du *plan de sauvetage* en négociation acquis ?

Il a été déjà admis implicitement que l'objectif initial d'excédent primaire de 3% ne pourra pas être atteint en 2015, mais celui des années suivantes n'a pas été touché. Or, il n'est pas plus vraisemblable, fixé à 4,5% en 2016. Cet objectif et celui des années suivantes ont été calculés sur un coin de table afin d'accréditer la fiction d'un lent remboursement progressif de la dette. Mais le plan d'amortissement de la dette – comme disent les banquiers – est malgré la révision qui est précédemment intervenue une mauvaise plaisanterie, qu'il faudra tôt ou tard réviser : les échéances annuelles ne sont pas tenables. Et les esprits les mieux intentionnés, mais engoncés dans leurs vêtements, n'ont pas pu démontrer le contraire. L'hypothèse d'une nouvelle restructuration de la dette grecque de l'Institut Bruegel repose sur son nouveau rééchelonnement et la réduction de son taux, mais elle ne résout toujours pas l'équation, ayant le mérite involontaire de montrer les limites de



la méthode employée.

Il ne peut être évité de prendre le problème à bras le corps, en reconnaissant que la dette n'est pas insoutenable pour des raisons non seulement économiques, mais également sociales et politiques, comme on vient d'en avoir un avant-goût. On voudrait pousser la Grèce à sortir de l'euro pour faire défaut sur sa dette que l'on ne s'y prendrait pas autrement, les créanciers devant alors en assumer les conséquences politiques face à leurs propres électeurs. Jouer la carte du découragement est un pari dangereux.

Dans le contexte européen déflationniste qui se confirme, il n'y a pas d'autre issue qu'une restructuration de la dette, un tabou qui sera d'une manière ou d'une autre et tôt ou tard brisé. De ce point de vue, il n'était pas garanti que la proposition de Yanis Varoufakis soit une panacée, mais elle avait beaucoup plus de chance de réussir que les aménagements qui seront concédés, et avait surtout le grand intérêt d'éviter une décote. Or, elle n'a pour l'instant même pas été relevée, le déni justifiant de l'ignorer.

Ce mécanisme novateur proposait de lier le remboursement de la dette à la croissance – à laquelle le débiteur et les créanciers avaient alors un intérêt commun, supposant de laisser au premier les moyens de l'impulser – et impliquait que la BCE accepte le principe d'un échange des titres détenus contre d'autres perpétuels et dont seuls les intérêts seraient payés. Elle n'imposait que de dégager un excédent budgétaire de 1,5%, plus réaliste d'un simple point de vue économique, social et politique. S'il y a une occasion de manquer qui se profile, c'est bien celle qui consiste à ne pas prendre en considération ce plan.

Les faits sont têtus et les rapports de force n'y changeront rien. Continuer de prétendre que les excédents budgétaires permettront de rembourser la dette est un chimère qui ne pourra être tenue.

Remerciements à Paul Jorion de [www.pauljorion.com](http://www.pauljorion.com)

# « Terra Nova ou le think tank qui avait oublié de penser ! »

Charles Sannat 23 février 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Lorsque je n'ai pas trop le moral, je vais faire un tour sur le site Internet du think tank « prôôôgressiste » Terra Nova, et là... je rigole au moins mes 20 minutes quotidiennes, et je ris, je ris car c'est un extrait d'essence de concentré de politiquement correct poussé à l'extrême mâtiné d'une bonne tonne d'idéologie mortifère, assaisonné de cucul-gnangnantisme exacerbé et de bon sentimentalisme stupide.

Alors forcément, cela remonte le moral ; on se dit aussi qu'on est très mal barré.

## **Une de mes blagues favorites de Terra Nova !**

Non ils sont vachement gentils chez Terra Nova et on ne peut pas leur reprocher de ne pas vouloir être hyper généreux et gentils avec les pôvres (qu'ils n'ont jamais approchés) et surtout avec le pognon des autres qui en ont forcément trop (mais pas le leur, car eux, ils « méritent »). Bref, j'aime quand ils parlent des « quartiers populaires ». Aujourd'hui, dans la novlangue de notre État lénifiant, on ne doit plus parler de banlieues de merde ou de quartiers pourris, ou encore de coupe-gorge (pour information cela a toujours existé et à toutes les époques, par exemple à Lutèce l'ancien nom de Paris, il y avait des coins où ils ne valaient mieux pas s'aventurer, pareil pour Rome même à l'époque de César Jules).

Bref, donc chez Terra Nova, des esprits bien-pensants doivent réfléchir à la façon de « réhabiliter les quartiers populaires » mais en s'interdisant de dire qu'en fait ils n'ont rien de populaires mais sont justes totalement merdiques et que s'ils n'ont rien de populaires et qu'ils sont profondément merdiques c'est pour des raisons que l'on se dépêchera vite de passer sous silence, ce qui donne par exemple ce commentaire assez saisissant :

« Depuis une trentaine d'années, un grand nombre de programmes ont été déployés dans le cadre de la politique dite de la ville, impliquant des

investissements financiers de plus en plus importants, dont particulièrement le dernier, celui de la rénovation urbaine. Mais, si spectaculaires que soient les effets de cette rénovation quant au paysage des cités HLM, ils n'entraînent pas pour autant de résultats bien tangibles quant à l'intégration effective de la population de ces quartiers... »

Tiens, finalement le problème ne serait pas la taille de la barre HLM... sans blague ! Les gens n'ont jamais été malheureux parce qu'ils habitent au 15<sup>e</sup> étage (sauf si l'ascenseur est en panne parce que les gentils « d'jeuns » planquent la came dans lesdits ascenseurs provoquant une augmentation significative des pannes...). Le problème c'est que la « rénovation urbaine » qui consiste à détruire des logements par milliers alors qu'il est censé en manquer coûte cher, très cher et que cela ne règle aucun problème, ce qui est d'une logique imparable puisque par définition ce n'est pas le logement qui a un problème mais celui qui l'habite... Mais évidemment cela est impossible de le dire ou de le penser lorsque l'on « travaille » dans un think tank prôôôgressiste comme Terra Nova. Pourtant, s'occuper des faibles, des pauvres, des malades et des gens qui souffrent c'est avant toute chose poser les mots sur leur maux.

Ne pas le faire c'est se condamner à l'inefficacité et à l'échec. Ne pas le faire c'est en réalité accepter de ne pas aider les gens qui en auraient pourtant besoin !! Les bons sentiments arrivent donc généralement à l'inverse de l'objectif poursuivi et c'est la raison pour laquelle malgré toute l'affection que je peux avoir pour des groupes de réflexions comme Terra Nova je combats tout recours à l'idéologie comme postulat intellectuel et que je suis un ardent défenseur de ce qui porte le nom de « simple bon sens » !!

### **Pour définitivement relancer le logement, Terra Nova ressort l'idée du « loyer fictif » de la résidence principale**

Et là je dois vous avouer que je m'en suis encore roulé par terre. Le pire c'est qu'il s'agit toujours d'un travail collégial où l'on crée des groupes de travail qui se réunissent en commissions et sous-commissions et qu'ils s'y mettent en plus à plusieurs pour réussir à nous pondre de telles conneries, à croire que plus ils sont nombreux autour d'une table plus la somme des intelligences tend vers zéro... Remarquez, les principes de la psychologie des foules s'appliquent aussi aux intellectuels de gôche, à savoir que plus un groupe

est important plus il est collectivement crétin... (que nos amis de Terra Nova se rassurent, cela concerne aussi les gens de drôaaaaate ou les supporters de foot).

### **La taxation du « loyer fictif » de nouveau sur la table !**

C'est un article de *La Vie Immo* qui vend la mèche en nous apprenant que « le think tank Terra Nova propose de s'attaquer aux propriétaires de leur résidence principale, « qui bénéficient d'un avantage à travers la non-taxation de la valeur locative de leur bien ».

« La taxation du « loyer fictif » fait son chemin. L'idée avait été reprise par divers intervenants, dont le think tank Cartes sur table, composé de sympathisants de gauche. « De même que placer de l'argent sur un livret d'épargne génère un revenu (taux d'intérêt versé par la banque), acheter son logement principal rapporte un revenu fictif (le loyer qu'on n'a pas à payer). Et de même que les intérêts des placements, ces loyers fictifs devraient être imposés sur le revenu, après déductions des intérêts d'emprunt », expliquait alors le groupement. »

Alors c'est sûr que dire à un couple « si tu achètes ton appart aujourd'hui en t'endettant sur 25 ans, tu vas payer pendant tes 25 prochaines années, puis quand tu auras fini de payer pour ton banquier, c'est l'État qui viendra te demander la même chose au nom du loyer fictif que tu ne paies pas »... alors là, moi, ménage moyen et agent économique utilisant une seule notion le « bon sens de base », je dis à ma femme, « chérie on va rester pauvre et surtout ne pas s'endetter sur 30 ans pour devenir proprio »....

Évidemment, je ne suis pas le seul à raisonner comme cela. Nous serons des millions. Conséquences : comme plus personne n'achète, plus rien ne se construit...

Comme plus rien ne se construit et qu'il faut 500 000 nouveaux logements par an en moyenne pour satisfaire la demande, alors au bout de quelques années (une dizaine en gros) on va s'apercevoir que la situation est catastrophique. Non seulement il va manquer énormément de logements mais en plus ceux existant ne seront plus entretenus vu qu'à force de taxer les gens il arrive un moment où ils n'ont plus d'argent dans la mesure où la création de fausse monnaie n'est autorisée que pour les banques centrales et pas pour les particuliers.

C'est donc une mesure frappée du sceau de la plus grande des débilites et dont les résultats économiques désastreux sont parfaitement connus d'avance (sauf pour le groupe de travail de Terra Nova qui, manifestement, pense que l'on peut faire comme en URSS mais sans doute en mieux, raison pour laquelle Poutine fait complètement différemment et que ça marche même si cela énerve les antirussees d'ici... d'ailleurs c'est en Russie que notre Gégé national, le Depardieu, a décidé d'aller se faire tondre par les impôts qui n'y sont que de 13 %...).

Tout le monde oublie également volontairement que pour avoir le droit d'habiter chez soi, il faut s'acquitter d'une taxe d'habitation (pour tout le monde, locataires compris) puis d'une taxe foncière uniquement pour les propriétaires... Et quelle est la justification morale de la taxe foncière ? Ha c'est sans doute déjà une forme d'imposition sur les loyers fictifs mais bon...

### **Haaa, j'ai compris, en fait un think tank sert uniquement à trouver de nouveaux impôts !**

Ben oui, si nos mamamouchis servaient à quelque chose et étaient en mesure d'avoir la moindre once de lueur du bout d'une petite idée qui pourrait fonctionner, cela se saurait depuis bien longtemps. D'ailleurs, depuis 30 ans que je suis les choses publiques, rien n'a fonctionné en fait. Si, si je vous assure RIEN. J'ai cherché « objectivement » et je n'ai rien trouvé. Tous les ans, on réforme l'Éducation nationale et les minots sont de plus en plus nuls, crétinifiés, débiles et incultes (je parle en général). Tous les ans, on lutte contre le chômage et plus on lutte plus ça monte... Tous les ans, on se demande comment faire baisser la délinquance... et l'année suivante c'est pire alors on se repose docement la même question... Et c'est comme ça pour tout. Bon, si, en 30 ans y a un truc qui a marché : c'était le régime de l'auto-entrepreneur, mais comme ça a trop bien marché vu que tout le monde voulait devenir auto-entrepreneur, eh bien ils l'ont supprimé, comme ça on est tranquille et à l'abri d'une réussite... C'est tellement dangereux de réussir, la médiocrité partagée c'est tellement mieux, tellement plus « égalitaire », tellement plus « jûûûûssteuuuu ».

Bref, « tout récemment, c'est Terra Nova, également proche du PS, qui remet le couvert à l'occasion de ses propositions pour relancer le logement : « Les propriétaires de leur résidence principale, qui bénéficient d'un avantage à

travers la non-taxation de la valeur locative de leur bien (non-taxation du « loyer fictif »), pourraient être mis à contribution », explique le groupement. Mais cette fois, et c'est sans doute la nouveauté, « pour des raisons de justice sociale », la mesure pourrait être « ciblée sur les 300 000 plus riches d'entre eux par l'imposition à l'ISF de la résidence principale sur 100 % de sa valeur (aujourd'hui, la résidence principale bénéficie d'un abattement de 30 %) ». (J'attire votre attention à ce niveau sur le fait que personne chez Terra Nova ne se demande si les locataires des HLM paient le bon montant de loyer ou si les aides au logement ne constituent pas un revenu fictif bien réel pour les bénéficiaires...)

Haaaaa c'est donc cela le mobile, pour « relancer le logement » Terra Nova est arrivé à la conclusion brillante qu'il faut imposer encore plus la résidence principale pour ceux qui sont assujettis à l'ISF et évidemment ceux qui ne le sont pas encore mais le seront bien vite lorsqu'ils n'auront plus l'abattement de 30 % sur la valeur de leur résidence principale... Évidemment, une telle mesure de « relance du logement » c'est pour des raisons de « justice sociale »... parce qu'à chaque fois qu'ils nous pondent un impôt, c'est pour notre bien et il faudrait en plus les remercier de nous prendre notre pognon...

Alors Messieurs de Terra Nova, je ne suis pas à l'ISF avec ou sans ces 30 % de plus ou de moins, donc à titre personnel je m'en fiche comme de l'an 40, mais ce que je peux vous assurer c'est que le marché de l'immobilier sans les « affreux, vilains et horribles riches » (plus de 4 000 euros par mois selon les critères du candidat Hollande), c'est un marché qui s'effondre.

Un marché immobilier qui s'effondre c'est beaucoup d'emplois en moins parce qu'il n'y aura pas de construction, c'est beaucoup de TVA et d'impôts en moins à travers les frais de « notaires » qui sont en réalité des droits de mutations au profit de l'État. C'est du « mal logement » pour encore plus de monde, c'est des loyers qui vont monter parce qu'il y aura une « pénurie ». Un marché qui s'effondre c'est aussi un effondrement des prix et les prix, personne ne les maîtrise, ni à la hausse, ni à la baisse ! C'est donc des milliards de crédits bancaires qui seront en souffrance, des sociétés de cautions qui seront en difficulté et des emprunteurs aux abois qu'il faudra inévitablement sauver des eaux ainsi que les établissements financiers, le tout avec l'aide évidemment de l'argent public, des con-tribuables et des impôts, le tout avec un État déjà passablement surendetté... Voilà des idées

véritablement brillantes !

Je suis ébahi, édifié par une telle bêtise alors que la loi Alur, portée et défendue par Duflot, a provoqué un immense bide parfaitement prévisible et prévu.

Je propose donc à nos intellectuels de chez Terra Nova (et à tous les autres, prôôôgressites ou non) qui adorent s'amuser avec les concepts fumeux et la « Kulture » deux locutions latines qu'ils devraient ériger en principe de travail :

« Primum non nocere » : d'abord ne pas nuire.

« Errare humanum est, perserverare diabolicum » : si l'erreur est humaine, persévérer est diabolique.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

### **Grèce : Tsipras temporise, l'Europe inflexible, 22 milliards d'euros retirés des banques par les Grecs !**

La situation en Grèce n'est pas franchement très bonne...

L'article des *Échos*, dont je vous mets le lien, vous apprendra qu'en 80 jours seulement, ce sont 22 milliards d'euros qui ont été retirés des banques grecques totalement vidées de leur substance et ne devant leur survie qu'à l'intervention de la BCE qui fournit actuellement 100 % des liquidités nécessaires au système bancaire grec pour éviter son effondrement immédiat.

[L'article concerné ici](#)

Pendant ce temps, Manolis Glezos foudroie le gouvernement à propos des manœuvres durant les négociations avec les créanciers et du changement de discours de SYRIZA. Il rappelle qu'entre l'opresseur et l'oppressé, il ne peut être question de compromis, tout comme cela est impossible entre l'occupé et l'occupant. La seule solution c'est la liberté et c'est l'autre lien que je vous communique d'un article publié sur Okéanews, site suivant avec précision l'actualité économique et sociale en Grèce.

[L'article concerné ici](#)

Charles SANNAT

## Chine : la réduction d'impôt a atteint 60 milliards de yuans pour les petites entreprises

Alors que Terra Nova veut taxer encore plus, en Chine, l'un des derniers pays communistes, on a compris les ravages de l'égalitarisme comme l'a si bien exprimé l'ancien ambassadeur de Chine en France provoquant l'hilarité de la salle : on baisse les impôts surtout sur les petites entreprises car en effet la justice sociale de la base voudrait que les PME du coin de la rue ne disposant pas d'une équipe de 300 comptables et de 5 000 juristes ne soit pas considérées sur le même pied d'égalité que les grandes multinationales qui, soit dit en passant, elles, ne paient pas d'impôts grâce à l'optimisation fiscale internationale.

Les Chinois l'ont déjà compris, nous on continue à gloser dans le vent en supprimant le régime des auto-entrepreneurs... quelle intelligence !

Charles SANNAT

BEIJING, 22 février (Xinhua) – La réduction d'impôt pour les petites et micro-entreprises en Chine a atteint 61,2 milliards de yuans (10 milliards de dollars) en 2014, a annoncé l'Administration d'État des affaires fiscales.

Les petites entreprises, dont le nombre s'élève à 2,46 millions, ont fait l'objet d'une réduction ou d'une exemption de la taxe sur le revenu. Cette réduction a représenté 10,1 milliards de yuans. Les sociétés, dont le revenu imposable se trouvait en dessous des 100 000 yuans, ont pu bénéficier d'une réduction de 50 %.

Par ailleurs, 22 millions de petites entreprises ont pu profiter à la fois d'une diminution de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la taxe sur le chiffre d'affaires. Cette réduction a atteint 51,1 milliards de yuans entre le 1er août 2013 et le 30 septembre 2014.

La Chine a développé des politiques fiscales préférentielles en faveur des petites entreprises et a allégé leurs charges fiscales, pour stimuler la croissance économique et l'emploi. Environ 80 % des emplois urbains sont apportés par les petites entreprises.



# Les nouvelles propositions grecques: une farce

par Audrey Duperron · 23 févr. 2015 Express.be



Comme convenu vendredi dernier, les Grecs ont présenté une série de plans des réformes qu'ils comptent mettre en œuvre pour obtenir une prolongation de quatre mois du programme de sauvetage actuel.

Le tabloïd allemand Bild est parvenu à se procurer une copie des propositions qui seraient les suivantes :

- La lutte contre le trafic d'essence à Athènes, qui permettrait de générer 1,5 milliard d'euros de recettes pour l'Etat ;
- La lutte contre le trafic de cigarettes, qui permettrait de rapporter 800 millions d'euros au trésor grec ;
- La lutte contre la fraude fiscale des citoyens grecs les plus riches, y compris les armateurs, qui, selon les calculs du gouvernement grec, devrait permettre d'encaisser 2,5 milliards d'euros ;
- Athènes veut également prendre des mesures pour recouvrer 2,5 milliards d'euros d'impôts dus à l'Etat grec par les particuliers et les entreprises.

La réponse allemande n'a pas tardé. Les Allemands ont estimé que les propositions étaient insuffisantes, et ils ont menacé de rejeter le plan au parlement.

« Avec de telles absurdités, il ne faut pas qu'Athènes compte sur l'approbation du Bundestag », a déclaré Hans-Peter Friedrich, un député de la CSU.

Selon Steen Jakobsen de Saxo Bank, l'UE ne pourra tout simplement pas accepter de telles propositions. Dans un courriel à la rédaction, il juge que ce

serait une victoire pour ceux qui ne souhaitent pas se conformer aux règles, et une perte pour l'Allemagne et l'UE.

« Cela n'aidera pas les Grecs à montrer leur capacité à aller de l'avant et à régler les vrais problèmes. A venir, il y aura plus de reports de délais de remboursement de dettes, et zéro crédit pour toute nation qui ne voudra pas s'engager à réformer. C'est un triste jour pour la Grèce et l'Europe, qui montre aussi que nous avons besoin de nouvelles solutions», conclut Jakobsen.

## **Le maintien de la Grèce dans la zone euro coûtera 100 milliards d'euros**

*Posté le 21 février 2015 par Bruno Colmant*

La dette publique grecque devra être rééchelonnée. C'est une évidence que seuls les économistes d'eau douce ne comprennent pas. En effet, l'euro est une monnaie trop forte pour une économie qui est génétiquement faible, telle celle de la Grèce.

En temps normaux, la Grèce aurait dû s'acquitter d'un taux d'intérêt plus élevé (ou prime de risque) sur ses emprunts afin d'indemniser ses créanciers contre la dévaluation régulière de la Drachme.

L'entrée dans la zone euro de la Grèce constitua donc pour ce pays un effet d'aubaine unique, puisque cette prime de risque fut gommée. La Grèce put emprunter à des conditions allemandes dont elle "emprunta" le rating.

Mais aujourd'hui, la dévaluation de la Drachme ne peut être effectuée que par un abattement de sa dette publique, exprimée en euro.

La question est de savoir de quel pourcentage la dette grecque devrait être abattue ?

Ce pourcentage devrait correspondre à celui de la de dévaluation de la Drachme par rapport à la monnaie unique si ce pays quittait la zone euro.

Sur base de différents textes (certes imprécis), on peut estimer ce pourcentage d'abattement à 50 %.

Ce sera le taux perte qui devra être absorbée par les créanciers de la Grèce, dont les pays européens sont les principaux, sur un capital de près de 200 milliards (sous une forme de prêts directs ou au travers d'un organisme de

stabilisation) prêté à la Grèce.

Le maintien de la zone euro coûtera donc 200 milliards d'euros fois 50 %, soit 100 milliards d'euros aux autres Etats-membres de la zone euro.

Le calcul est bien sûr simplifié et simpliste, mais son ordre de grandeur est intuitivement correct.

Il s'agit bien sûr d'une perte sèche pour les créanciers de la Grèce puisque les intérêts qu'ils auraient reçus en Drachmes auraient été largement supérieurs à ceux qu'ils reçoivent actuellement.

## **Alexis Tsipras, la partie de poker européenne... et les fossoyeurs**

par Le Yéti - Le monde d'après **23 février 2015**

Étonnant le nombre de prétendus soutiens de Syriza à enterrer l'espoir Tsipras aussitôt l'accord conclu à l'arraché entre la Grèce et l'Eurogroupe vendredi 20 février. La Grèce, selon eux, se serait couchée devant la Troïka. Pourtant, à y regarder de plus près...

Revenons une dizaine de jours auparavant, le 10 février très exactement. Ce jour-là, Alexis Tsipras précisait les intentions de son gouvernement :

**« Nous voulons simplement du temps et des facilitations pour mettre notre politique en place. »**

Qu'ont obtenu Tsipras et les siens le 20 février ? **Une poursuite des facilités bancaires accordées par la BCE pendant quatre mois, « explicitement désignée comme une transition vers un nouveau contrat »**, comme le note [sur son blog](#) 📄 Jacques Sapir.

Contre quelles infamantes concessions, à part celle de reconnaître — ça ne mange pas de pain — la réalité de dettes qu'ils ne rembourseront de toute manière pas ? Aucune autre au moment où sont écrites ces lignes. Et qui peut anticiper des termes du nouveau contrat à négocier dans quatre mois ?

### **Dans la partie de poker, les Grecs gardent la main**

Bruxelles, porte-parole servile et même plus dissimulé de Berlin, avec la France et l'Italie dans le rôle des lèche-bottes de service, exige en contrepartie de l'accord de vendredi des propositions du gouvernement grec

dès ce lundi 23 février.

Jacques Sapir a alors beau jeu de faire remarquer que **c'est donc désormais, fait nouveau, à la Grèce de présenter ses propres propositions**, et non plus à la Troïka de les imposer comme auparavant avec ordre d'y obtempérer illico.

Or qui, parmi les fossoyeurs fébriles de l'espoir Syriza se joignant avec un zèle troublant à l'hallali lancé par les médias mainstream du système, connaît les propositions que fera la Grèce ce lundi ? Il n'est pas impossible au demeurant qu'Alexis Tsipras et les siens craquent sous la pression, mais c'est une bien étrange attitude que de les condamner d'avance, surtout quand de surcroît on prétend être de leur bord.

Yanis Varoufakis, ministre grec des Finances, a pourtant été très clair en laissant entendre vendredi soir qu'il ne serait nullement question, dans ces propositions, de revenir sur les promesses électorales de Syriza concernant le volet social :

« Nous ne reprendrons plus de mesures imposées, concernant les retraites, la TVA, la Santé, par exemple, tout simplement, nos mesures n'affecteront pas l'équilibre budgétaire durant cette période. **Si les institutions n'acceptent pas notre liste de réformes, alors l'accord sera mort et enterré.** »

### **L'inévitable clash de la scène finale**

À l'issue d'un accord tendu, il est de bonne guerre pour chacune des parties de revendiquer l'avantage, mais pour l'heure, **la Grèce a bel et bien obtenu ce que son premier ministre réclamait : du temps.**

Peut-être plus, d'ailleurs, comme le pense Jacques Sapir, pour préparer une sortie en bon ordre de la zone euro, que pour fixer les règles impossibles qui lui permettraient d'y demeurer.

Sur ce point, quelles que soient les propositions formulées lundi par Syriza, je campe pour ma part sur ma position de départ :

**Lire > Leçon grecque : plus aucun changement possible sans clash systémique**

La partie de poker arrive à son point culminant. Difficiles d'augurer les cartes

que dévoilera le gouvernement grec ce lundi. Mais à constater le défaitisme navrant de commentateurs estampillés de gauche, n'est manifestement pas joueur de poker qui veut, avec les nerfs solides qu'il faut pour le devenir.

## **Le Royaume Uni s'apprête à construire le plus grand parc éolien du monde**

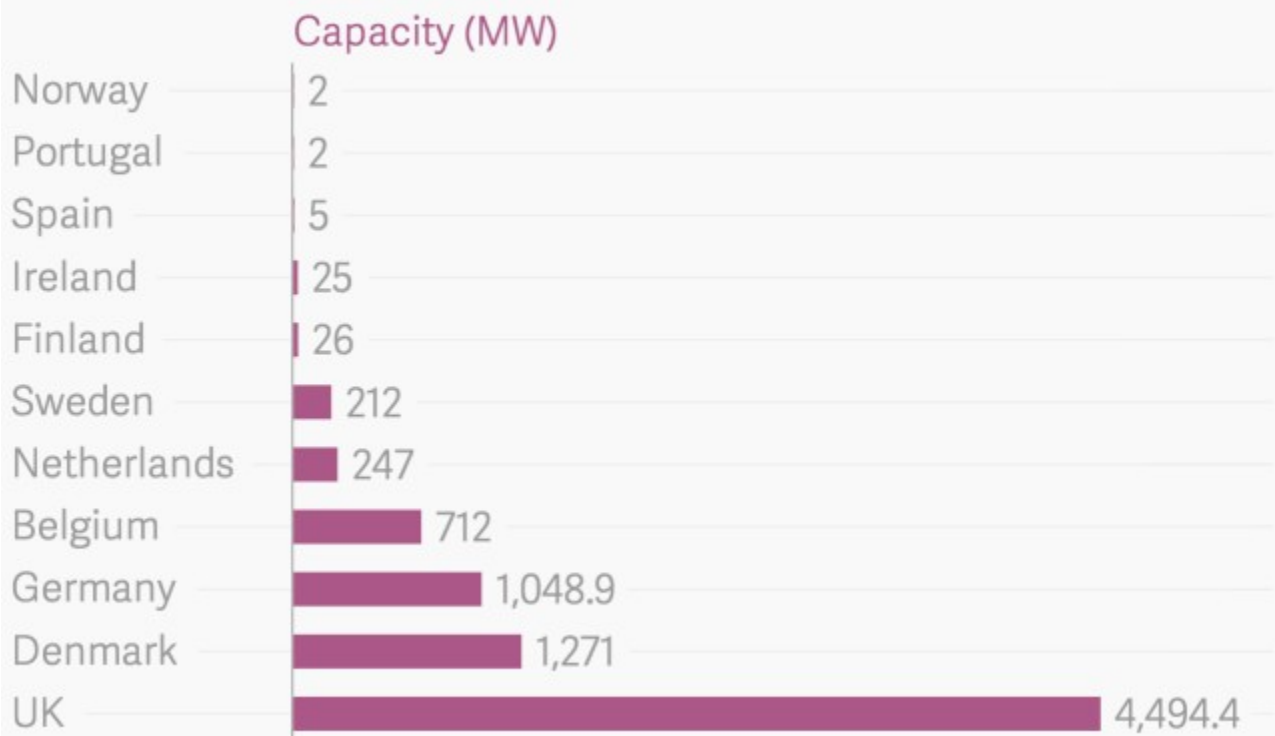
par Mylène Vandecasteele · 20 févr. 2015 [Express.be](#)

Les autorités britanniques ont confirmé qu'elles avaient le projet de construire le plus grand parc éolien du monde en mer du Nord. L'objectif est d'en faire le second producteur du Royaume-Uni énergie, après la centrale à charbon de Drax, dans le Yorkshire du Nord, qui produit 3,9 gigawatts.

Le Royaume-Uni est le leader mondial de l'éolien offshore, et il dispose déjà à lui tout seul d'une capacité qui dépasse celle des autres pays européens réunis.



## Offshore wind power in Europe



Quartz | qz.com

Data: European Wind Energy Association

Le nouveau parc éolien, appelé Dogger Bank Creyke Beck, sera situé dans des eaux peu profondes en mer du Nord, à 131 km de la côte anglaise. Il couvrira une surface totale de 8660 km<sup>2</sup>, et il sera donc à peu près de la même taille que la Corse, et légèrement plus petit que l'Etat de Porto Rico, qui s'étend sur une superficie de 8870 km<sup>2</sup>.

Dogger Bank Creyke Beck devrait développer une puissance maximale de 2,4 gigawatts, ce qui correspond à la consommation de 1,8 millions de foyers. Il devrait permettre de couvrir 2,5% des besoins en électricité du Royaume-Uni.

Le projet a reçu l'aval du Secrétaire à l'Energie britannique, Ed Davey, cette semaine. Le chantier devrait commencer en 2019 et son achèvement est prévu en 2022, si tout se passe bien.

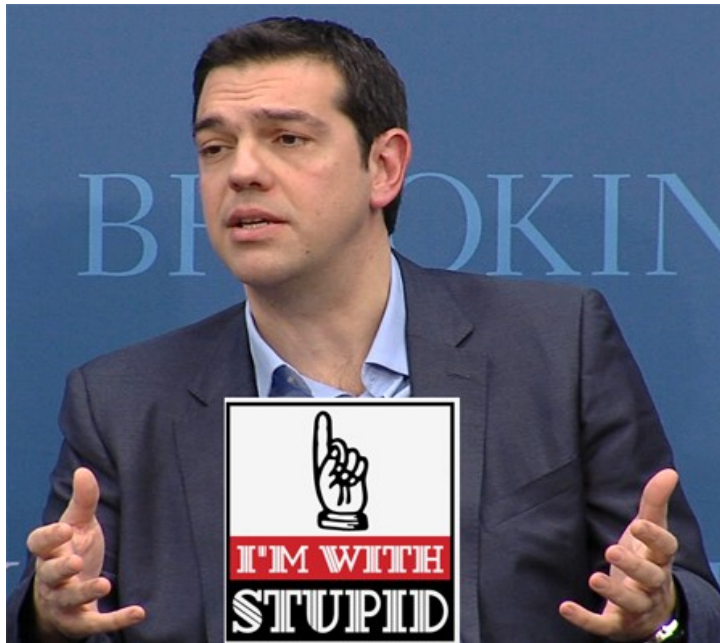
Cependant, la question du subventionnement de ce projet pourrait poser des difficultés, d'autant que des changements gouvernementaux pourraient intervenir à la suite de la prochaine échéance électorale du pays en mai. En effet, les partis politiques britanniques ne sont pas tous aussi attachés au développement de l'énergie renouvelable que ne l'est l'équipe aux

commandes du pays.

## L'imbécile tactique de Tsipras

Humeur de Loup du Dimanche 22 Février 2015 : Par Bruno Bertez

Ceci est une opinion, un billet d'humeur fondé sur les faits connus.



Nous hésitons à qualifier Tsipras le Grec de méprisable, nous lui laissons le bénéfice du doute encore quelques jours. En revanche, d'ores et déjà nous prenons le risque de dire que c'est un imbécile. Bref il a rejoint la classe des hommes politiques, celle où l'efficacité n'est pas une priorité, celle où l'on croit que l'accord des parties est positif, même s'il conduit à l'échec. Ah la fameuse priorité au dialogue chère aux politiciens. Peu importe que l'on se suicide, l'essentiel est de parler ...avant.

Tsipras est un imbécile car d'emblée il s'est placé sur le terrain de l'adversaire en implorant un subside pour faire les échéances les plus urgentes et tenir quelques semaines. Les adversaires ne sont pas stupides, ce sont des rapaces, ils ont tout de suite vu que c'était maintenant, tout de suite que Tsipras était en position de faiblesse en tendant la main. Ils n'allaient pas lui donner de quoi tenir ! Donc au lieu de lui laisser du mou, il lui ont passé la corde au cou, tout de suite. L'aide d'urgence sera liée, dès le départ, au reniement des promesses électorales. Et l'imbécile de Tsipras de commencer à mentir, à louvoyer et à donner dans le double langage comme un vrai

politicien de la SSDA.

On se met à genoux, on remet les clefs de la ville et, de retour chez ce qui n'est déjà plus un chez soi, on va à la télé oser dire « *nous avons gagné une bataille* ». Et d'ajouter, hommage du vice à la vertu la banale idiotie « *mais pas la guerre* ». Et le ministre de l'économie qui dit : « *les députés de Syriza accepteront la liste de mesures, même si elles ne remplissent pas les promesses électorales* », déclaration complétée par un autre sous-ministre, qui ose dire que « *les lignes rouges tracées par Syriza ne sont pas violées* ». Ne viole-t-on pas la ligne rouge, la seule vraie importante, en empêchant que les 10 milliards restants du fond de soutien des banques soient utilisés pour soutenir l'économie ? C'est le cœur du problème : car il faut, pour réussir, divertir les ressources consacrées aux banques et aux banquiers pour les réinjecter dans l'économie productive. Et cela les 19 Européens n'en veulent pas. Cela pourrait marcher et aller dans le sens d'une réussite de Syriza, or il faut qu'ils échouent.

Tsipras a commis presque toutes les fautes qu'il pouvait commettre. Au lieu de prendre l'offensive par des mesures concrètes, non conventionnelles qui mettaient à l'abri son maigre stock de munitions, il a voulu bluffer ; hélas, il n'a rien dans sa manche. Et le seul atout qu'il avait, à savoir le soutien du peuple grec, va commencer à filer. Car c'est depuis le premier jour, la tactique Allemande, semer la division chez les Grecs, séparer Tsipras de sa base, le pulvériser. Les Allemands ont toujours considéré que la majorité de Tsipras n'était que de circonstance, qu'elle volerait en éclats dès l'épreuve de réalité. N'en doutons pas un seul instant, les dominants ont mandaté des instituts de sondage du genre IPSOS pour suivre quotidiennement l'évolution de l'opinion Grecque.

La bonne stratégie eut été de prendre l'initiative positive tout de suite, c'est à dire prendre des mesures avant de quémander. Des mesures immédiates de fermeture des banques, de contrôle des changes et de verrouillage. Il fallait d'emblée faire une opération vérité : les banques sont en faillite, il fallait les adosser à l'Etat puisque c'est ce qui est fait concrètement. Il fallait avoir prêtes, des mesures de préparation à la sortie ou au passage en force, des mesures populaires unilatérales, des mesures bancaires, contrôle des mouvements de capitaux, mesures contre la corruption etc. Tsipras s'est mis



en position d'assister au drainage des dépôts dans les banques Grecques, drainage qui signifiait son arrêt de mort. Il a laissé Schauble encourager la fuite des capitaux hors de Grèce et pousser le système bancaire à la faillite. Tsipras a négligé ou n'a pas eu l'audace de sa stratégie, il a négligé de neutraliser le fameux « Mur de l'Argent ». Comment peut-on venir au pouvoir avec le couteau entre les dents et promettre la guerre et en même temps se laisser drainer, vider de son sang monétaire par la kleptocratie complice des banquiers et des Allemands ? Maintenant, il est ridicule. Tout comme Mitterrand l'a été lorsqu'après avoir tenté lamentablement une expérience de transition socialiste, il est allé à Canossa, a refusé de sortir de la logique européenne et mondiale et s'est mis aux ordres de Jacques Delors.

Aucune transition socialiste n'est possible avec l'accord de l'environnement et des soi-disant partenaires. Toute personne qui lit l'Histoire le sait. Car plus que de tout autre chose, ce que les partenaires craignent, c'est la contagion, le mauvais exemple qui réussit.

Que l'on ne vienne pas nous dire que nous tirons contre notre camp et que nous prêchons pour la paroisse des Tsipras et des Mélenchon, non car ces gens sont des incapables qui trompent les peuples. Mais pour se libérer du joug des dominants européens, il y aurait peut-être intérêt à faire un bout de chemin avec eux. C'est là que se trouvent une partie des forces du refus. Un bout de chemin limité, car ces gens sont des dirigistes, ennemis des libertés et de la liberté tout court. Ce sont des constructivistes, étatistes, mais au moins ils sont ancrés dans leurs pays respectifs pour ne pas dire nationaux.

Les forces anti-servitude Européenne-Pays du Nord sont majoritaires, mais elles sont divisées. On leur a passé le couperet qui les définit comme extrêmes. Et les extrêmes, ce n'est pas bien, c'est dangereux. Avoir des convictions, résister au système de la social-démocratie alternée, la SSDA, ce n'est pas politiquement correct. Mais comment faire quand Valls, le démocrate estampillé ose déclarer : « Quoi qu'ils fassent, nous ferons les réformes, quand même » !

## **Prochaine étapes du Marathon électoral Européen : La Grande-Bretagne, puis l'Espagne**

**Charles Gave, 23 février 2015 Institut des Libertés**

## **[Je ne m'intéresse pas à la politique. Par contre, ce que raconte Charles Gave est toujours intéressant. Voyons voir.]**

Je crois pouvoir dire sans craindre d'être démenti qu'un certain malaise pèse sur la construction Européenne.

Dans nombre de pays, les partis anti européens ont fait des très bon scores aux élections européennes, mais ces consultations n'ont aucune importance dans la mesure où seules comptent les élections à l'échelle nationale où réside encore la Souveraineté.

Or L'année 2015 est riche en élections nationales où cette Souveraineté pourra s'exprimer.

Nous avons déjà eu les élections Grecques, et toute l'artillerie lourde de Bruxelles a tonné pour forcer le nouveau gouvernement Grec à se soumettre, ce qu'il a fait pour les 4 mois qui viennent. Reste à savoir ce qui se passera ensuite. Nous verrons si la trêve va durer ou s'il s'agit d'une fausse retraite, un peu comme les Grecs l'avaient fait à Troie.

D'autres élections vont suivre, tout aussi importantes, en particulier en Grande Bretagne au printemps, et en Espagne à la fin de l'année.

Mon but dans ce billet est de parler d'abord de la Grande-Bretagne où la situation est particulièrement confuse et d'effleurer l'Espagne..

Dans la structure politique en Grande Bretagne, il y a quelqu'un qui s'appelle le " Cabinet Secretary" et qui a pour rôle de représenter la fonction publique Anglaise au Conseil des Ministres.

Comme chacun le sait, les fonctionnaires ne sont pas éligibles en Grande-Bretagne, sauf à démissionner de la fonction publique, et la prérogative du Secrétaire du Cabinet est de protéger les fonctionnaires contre les pressions des politiques.

Si un fonctionnaire se plaint que son ministre cherche à utiliser la fonction publique à des fins partisans, il ira se plaindre au Secrétaire du Cabinet qui portera le cas échéant le problème en conseil des ministres et si besoin est sur la place publique et devant les institutions judiciaires.

La fonction publique en Grande Bretagne est politiquement neutre, en est très fière et entend rester indépendante des pouvoirs politiques.

Chacun son métier et les cochons seront bien gardés. .

Une autre responsabilité de notre Secrétaire du Cabinet est de préparer les organes de gouvernement aux changements qui peuvent se produire à la suite

des élections.

Je m'explique.

Dans le passé, les programmes des deux partis de gouvernement en Grande-Bretagne étaient fort différents à chaque fois.

Le rôle du Secrétaire était donc de préparer les dossiers prenant en compte les deux programmes, en liaison avec les responsables des deux partis, pour que tout soit prêt à se mettre en route dès le lendemain de l'élection.

Lors de la dernière élection, le Secrétaire du Cabinet avait du faire préparer non pas deux séries de dossier comme à son habitude, mais cinq, compte tenu des différentes combinaisons qui pouvaient résulter des élections:

Conservateurs ayant la majorité, Travailleurs ayant la majorité, alliance Conservateurs Libéraux, alliance Travailleurs Libéraux alliance Conservateurs Travailleurs....

Le Secrétaire actuel du Conseil vient de faire savoir que pour l'élection à venir, et compte tenu de l'irruption sur la scène politique de l'UKIP et des Indépendantistes Écossais, il lui fallait faire préparer ...onze série de dossiers, tant les combinaisons entre ces nouveaux intervenants et les anciens partis pouvaient être nombreuses.

Et comme la Grande – Bretagne est sous le régime uninominal à un tour (le candidat arrivé en tête est élu même s'il n'a que 21 % des voix), on voit fort bien que l'instabilité politique pourrait s'installer durablement chez nos voisins qui n'y sont pas habitués...

Jugez-en

Les Conservateurs affichent des résultats économiques plutôt bons mais ont gouverné avec les Libéraux, qui vont se faire massacrer aux élections et qui ont annoncé qu'ils voulaient sortir de l'alliance avec les Conservateurs.

L'atout électoral des conservateurs sera bien sur que l'économie anglaise va beaucoup mieux que les autres économies en Europe et qu'ils vont proposer un référendum sur la sortie de la Grande Bretagne de l'Europe en 2015 ou en 2017 au plus tard, tant la dérive non démocratique des institutions Européennes inquiète une partie de l'électorat Britannique.

Voilà qui devrait amener les électeurs à voter Conservateur plutôt que UKIP, mais cela est loin d'être partie gagnée.

Mais où vont aller les électeurs Libéraux? Aux Travailleurs ? A l'UKIP, aux Écologistes ? , à la pêche ?

Personne n'en sait rien.

Et comme nombre de sièges vont se jouer à quelques dizaines de voix, compte tenu du nombre de candidats en présence, bien malin celui qui peut annoncer quoique ce soit.

Les Travaillistes quant à eux ont une équipe à la tête de leur Parti constituée de Miliband, le prochain premier ministre et de Ed Ball, le futur ministre des finances, si les travaillistes l'emportent bien sûr, le premier un parfait "bobo" et le second un technocrate imbu de lui-même, qui conjointement, alignent gaffe sur gaffe auprès de l'électorat populaire.

Quid donc des chances du parti Travailliste?

On sait déjà que le parti Travailliste va perdre sans doute au moins trente députés sur les 40 ou plus qu'il a en Écosse, au profit des indépendantistes Écossais et que son électorat n'est pas totalement insensible aux sirènes de l'UKIP.

Une victoire des Travaillistes apparaît donc peu probable et une alliance Travaillistes Indépendantistes Écossais paraît exclue tant le référendum sur l'indépendance de l'Écosse a laissé des traces profondes. Les Libéraux quant à eux n'auront sans doute pas assez de députés pour pouvoir s'allier aux Travaillistes.

Les Conservateurs ont zéro député en Écosse, et il n'est pas exclu qu'ils obtiennent des députés Indépendantistes Écossais une espèce de "soutien sans participation", ce qui serait un peu l'alliance de la carpe et du lapin. Les élus Écossais continueraient cependant à avoir le droit de voter les impôts des Anglais, alors que ceux-ci n'ont plus rien à dire sur les impôts que les Écossais payent.

Voilà qui constitutionnellement va poser des problèmes si les députés Écossais font partie de la majorité de gouvernement et surtout si ces députés sont favorables à l'indépendance de l'Écosse.

UKIP est le seul parti à avoir un leader charismatique et qui plus est formidable orateur, Nigel Farage. L'UKIP reprend bien des thèses portées autrefois par Madame Thatcher, mais sauf immense surprise, on le voit mal avoir quelques députés au plus.

Ce parti normalement devrait s'allier avec les Conservateurs, mais des problèmes de personnes empêchent à l'heure actuelle tout rapprochement tant que Cameron est le patron du parti Conservateur. Qui plus est, UKIP est fermement anti Bruxelles, ce qui est loin d'être le cas pour une grosse

minorité du parti Conservateur.

Si Boris Johnson, l'actuel maire de Londres venait à remplacer Cameron, les choses pourraient cependant changer assez vite...

Bref, c'est la bouteille à l'encre.

Le plus probable serait que les Conservateurs se voient obligés de constituer un gouvernement de minorité, soutenu par les indépendantistes Écossais et les députés de l'Irlande du Nord, mais chacun voit bien qu'il s'agirait là d'une solution très peu satisfaisante.

Cela laisserait la Grande Bretagne dans une situation très affaiblie dans les institutions Européennes où l'Allemagne verrait sa position encore renforcée, ce qui ne paraît guère souhaitable tant ce pays est déjà dominant.

Viendra ensuite l'Espagne, ou Podemos, dont le programme est très similaire à celui de Syriza en Grèce, est un train de monter de façon très rapide dans les sondages tandis que ce pays connaît avec la Catalogne une situation similaire à celle que connaît la Grande -Bretagne avec l'Ecosse.

En Espagne également, nous risquons donc de nous retrouver avec une donne politique bloquée et dans les deux pays, Grande-Bretagne et Espagne, nous pouvons avoir à faire face à une population que le projet Européen divise plus qu'elle ne l'unit.

Et, pendant ce temps là, les nuages s'amoncellent au Moyen-Orient et en Ukraine, sans que l'on sache très bien qu'elles pourraient être les portes de sortie.

Il est donc tout à fait évident que la situation politique est en train de se détériorer un peu partout en Europe ou des mouvements populistes puissants sont en train de voir le jour et que cela n'augure rien de bon.

Et les forces politiques traditionnelles semblent bien incapables de répondre à ces nouveaux défis, ce qui d'après Toynbee annonce toujours des changements profonds.

Les autorités en place, en grande partie responsables du désastre ambiant, nous annoncent que 2015 sera l'année du retour de la croissance dans la zone Euro.

C'est ce que j'ai entendu sans cesse depuis 2009.

Nous verrons bien.

Mais au cas où les augures auraient tort, les difficultés devraient alors être

gérées par des pouvoirs politiques locaux très affaiblis et sans grande légitimité qui apparaissent de plus en plus comme « vendues » à un projet qu'elles ont initié et qui à l'évidence ne marche pas..

Et en face d'eux, une Allemagne super puissante, créditrice de la zone et cherchant à protéger ses banques à tout prix...

Voilà qui est inquiétant.

## **Les obligations d'Etat US devraient reprendre leur hausse**

**Pierre Leconte Forum monétaire de Genève 20 février 2015**

Le très massif QE européen (entre 1.000 et 1.400 milliards d'euros), que la BCE va prochainement commencer de mettre en place, a déjà eu comme effets d'empêcher toute reprise de l'euro/dollar US (qui reste bloqué entre 1,11 et 1,1540 depuis début février 2015) et de faire monter les obligations d'État européennes et les actions européennes, en dépit de la nouvelle crise entre la Grèce et l'UE et de la faiblesse de la croissance économique en Europe et ailleurs, étant donné que la liquidité massive qui va être prochainement injectée dans la zone euro a déjà déconnecté les prix des actifs financiers européens de la réalité. La vérité c'est que les banques centrales réussissent encore à gagner du temps en imprimant toujours plus de fausse monnaie qui n'enrichit qu'une toute petite caste de financiers ou d'investisseurs (le 1%) sans pour autant assurer une croissance économique soutenue parce que la création monétaire reste dans « la trappe à liquidités ». Tous les prix sont faussés et cela peut encore durer longtemps. La finance mondiale est devenue VIRTUELLE, ni vous ni nous n'y pouvons rien !!!

Si les actions européennes sont vraisemblablement promises à une hausse supplémentaire soutenue, du seul fait de la création de liquidités massives en euros qui n'ira évidemment pas dans l'économie européenne réelle en déflation mais se placera en bourse (« la trappe à liquidités »); en revanche les obligations d'État européennes, une fois que les taux allemands à 10 ans actuellement à 0,33% auront atteint zéro % ou un taux voisin de zéro % courant mars-avril 2014, devraient rechuter puisqu'il n'y aura plus rien à gagner en achetant lesdites obligations (et même beaucoup à perdre puisque le QE fera nécessairement chuter l'euro/dollar US vers la parité). C'est alors,

à notre avis, que les investisseurs européens et internationaux se précipiteront en masse pour acheter les obligations d'État US (au surplus valorisées dans un dollar US orienté à la hausse contrairement aux obligations d'État européennes valorisées dans un euro orienté à la baisse), les taux US à 10 ans étant à 2,11% donc bien plus rémunérateurs que les taux allemands à 10 ans. Sont aussi évidemment candidats à l'achat d'obligations d'État US les investisseurs de tous les pays dont les banques centrales ont instauré des taux courts négatifs (Suisse, Suède, Danemark, etc.) et des pays émergents.

-

Delamarche sous-estime le potentiel de hausse des actions européennes mais devrait avoir raison d'acheter les obligations d'État US:

<http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-croissance-europacne-faut-il-crier-a-la-reprisea-22-1602-446609.html>

Qu'advient-il alors de l'euro déserté par les investisseurs obligataires? Finira-t-il par se désintégrer entre un « euro-deutschemark » et plusieurs « euros nationaux » étant donné que la politique de QE européen consacrera la re-nationalisation des politiques monétaires en zone euro (la BCE aura 20% du QE à sa charge et les banques centrales nationales européennes en auront 80% à la leur)? Ce qui aura pour conséquence une divergence extrême entre les différents taux d'intérêt à 10 ans de chaque État dans la même zone monétaire, dont les économies se sépareront de plus en plus au gré de la différenciation extrême des conditions de crédit qui les affecteront... C'est-à-dire d'aboutir au contraire de ce à quoi l'euro était supposé conduire. A notre avis, l'euro a déjà échoué dans la mesure où les deux dogmes sur lesquels il reposait (l'indépendance de la banque centrale et l'interdiction pour elle de financer les déficits des États-membres) ne sont plus que fictions. Autant revenir aux monnaies nationales qui pourront être gérées conformément aux nécessités de chaque pays.

Les corrections à la hausse des taux US à 10 ans et donc des obligations d'État US (TLT, TMF, etc.) à la baisse intervenues depuis début 2015 (tout à fait normales et saines compte tenu de leurs mouvements un peu excessifs de 2014) à notre avis se terminent et nous avons commencé à reprendre des positions à la hausse sur le TMF vers 86 (puisque nous étions sans positions, ayant vendu au dessus de 105 toutes celles que nous avons achetées courant

2014). D'autant que la Federal Reserve n'a aucune intention de relever ses taux à court terme, que le pétrole brut poursuit sa chute et que l'or et l'argent-métal comme le franc suisse (les actifs supposés « refuges » mais ne l'étant plus parce que porteurs de cash flow négatif) baissent nettement aussi, ce qui suffit à maintenir les pressions déflationnistes aux USA et ailleurs.

-

Nous sommes particulièrement négatifs sur l'or (devenu un actif politique que les USA et leurs alliés occidentaux ne veulent à aucun prix laisser monter) en 2015 qui, à notre avis, devrait hélas casser son plus bas de 2014 (ce qui contribuera, avec la fixation de taux négatifs par plusieurs banques centrales et leur répression financière des agents économiques, à « l'euthanasie du rentier »). Nous conseillons donc de ne pas garder d'or ou d'argent-métal.

-

A noter que, depuis début 2015, les actions US (très sur-achetées) se sont plutôt stabilisées parce que les investisseurs commencent à en sortir pour acheter les actions européennes (QE européen oblige) et que l'achat de TMF est un excellent moyen de gagner de l'argent si finalement la correction à la baisse des actions US se produisait. Il y a d'ailleurs déjà pénurie d'obligations d'État des pays les plus développés -USA, Allemagne et quelques autres- (il se pourrait même que la BCE et les banques centrales nationales européennes dans le cadre de leur prochain QE n'en trouvent pas suffisamment à acheter !!!) qui restent à notre avis le meilleur placement tant que les taux US à 10 ans n'auront pas chuté bien en dessous de leur plus bas de 2012 vers 1,38%, niveau auquel il y aurait alors lieu de prendre l'essentiel de ses profits.

Nous avons, par ailleurs, commencé d'acheter (en plus du TMF) un panier d'actions européennes à cash flow positif (de préférence exprimées en dollars US) d'entreprises européennes les mieux placées tant dans leur niche d'activité que dans leur positionnement international (en évitant soigneusement toutes celles liées de près ou de loin à l'énergie, au pétrole, aux matières premières et aux activités minières).



# Pétrole: le baril amorce la semaine en baisse de 2% à New York

Lundi 23 février 2015, LesAffaires.com et AFP

**Le pétrole recule lundi, plombé par l'excédent d'offre sur le marché, que la demande terne et le niveau de production mondiale ne suffisent pas à absorber.**

Vers 6h55, le baril de « light sweet crude » (WTI) pour livraison en avril perd 2,2% à 49,67\$US, tandis que le baril de Brent de la mer du Nord à même échéance abandonne 1,7% ou 1\$US à 59,22\$US.

Les cours du WTI et du Brent, qui ont cédé respectivement 4,66% et 2,1% la semaine dernière, ont perdu environ 60% de leur valeur depuis leur pic de juin 2014 sous l'effet d'une distorsion croissante entre les réserves disponibles et la demande comprimée par une conjoncture en berne dans la zone euro, une relance molle aux États-Unis et le ralentissement de la croissance chinoise.

La tendance s'est accentuée avec l'expansion de la production américaine et le refus des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) de réduire leur production.

Le marché pétrolier continue à faire face à des réserves de brut à un niveau sans précédent depuis 1930 aux États-Unis, comme l'a encore montré le dernier rapport hebdomadaire du département de l'Energie (DoE) sur la question.

Ces réserves ont bondi de près de huit millions de barils la semaine dernière, contribuant à faire douter le marché quant à un rebond durable des cours.

Une grève dans les raffineries américaines pourrait gonfler davantage ces stocks. Les employés de trois grands sites de Royal Dutch Shell, qui réclament une meilleure sécurité, ont en effet cessé le travail samedi, empêchant le raffinage du brut.

Les prix du pétrole devraient « rester bas au moins jusqu'à l'été », avant de recommencer à grimper, a estimé le directeur général du géant français **Total**, Patrick Pouyanné, dans un entretien à la presse allemande à paraître lundi.

« Je dirais qu'ils vont rester bas au moins jusqu'à l'été et, à plus long terme, recommencer à grimper », a déclaré M. Pouyanné au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ).

Vendredi, le baril de « light sweet crude » (WTI) avait perdu 82 cents à 50,34 dollars. Le Brent était resté presque stable à 60,22 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en hausse d'un cent.

## [LA REVUE DE PRESSE DE PIERRE JOVANOVIC](#)

### **ENORME : UNE BANQUE DES ILES CAIMAN EXPLOSE EN PLEIN VOL !!! + BANQUES RUSSES**

**du 23 au 27 février 2015** : Well, tout va mal pour les riches, puisqu'ils commencent maintenant à retirer leurs fonds des Iles Caïmans, et du coup, arriva ce qui devait arriver, la [Caledonian Bank of Caiman Islands](#) (lien sur la banque) s'est déclarée en faillite, n'ayant pas assez de fonds à rendre aux 1550 clients qui y avaient déposé 520 millions de dollars... Au passage on peut se demander légitimement où une partie de ces fonds sont passés, mais ceci est encore une autre histoire. Cela dit, notez au passage que si même les banques des Caïmans ferment, c'est le début de la fin du monde...

*"Caledonian Bank filed for court protection under Chapter 15 of the Bankruptcy Code, which shields US assets of insolvent companies overseas. The bank has about 1550 customers and almost 1900 active accounts. 51% of its assets are in the US. The two US accounts held about \$300 million, out of total bank assets of \$585 million, according to the filing. The bank's \$560 million in liabilities include \$520 million payable to customers on demand, lawyers said in the filing" - lire [Bloomberg ici pour le croire](#).*

Cela vous prouve que les riches ont commencé à retirer leur argent pour le mettre ailleurs, et surtout pour acheter des métaux précieux.

De l'autre côté de la planète, en Russie, notre lecteur Mr Maréchal a vu que la banque moyenne russe Soudostroïtelny Bank a été mise en faillite pour fonds propres insuffisants tout comme la Tchaveriski Bank... Cela suit le programme de Poutine qui a demandé à sa gouverneuse centrale de nettoyer tout le secteur composé de 800 banques, et stopper celles qui cachent leur faillite: *"Le niveau de fonds propres de la banque, qui peinait depuis décembre à assurer les opérations de ses clients selon la presse russe, est passé sous 2% de capital et elle se trouvait "dans l'incapacité de remplir ses obligations vis à vis de ses créanciers", a expliqué la banque centrale dans un communiqué. Le régulateur a précisé que SB Bank avait mené une politique "risquée" en investissant dans*

*des actifs de mauvaise qualité, ce qu'elle a ensuite dissimulé dans ses comptes", lire ici [LeVif.be](#).*

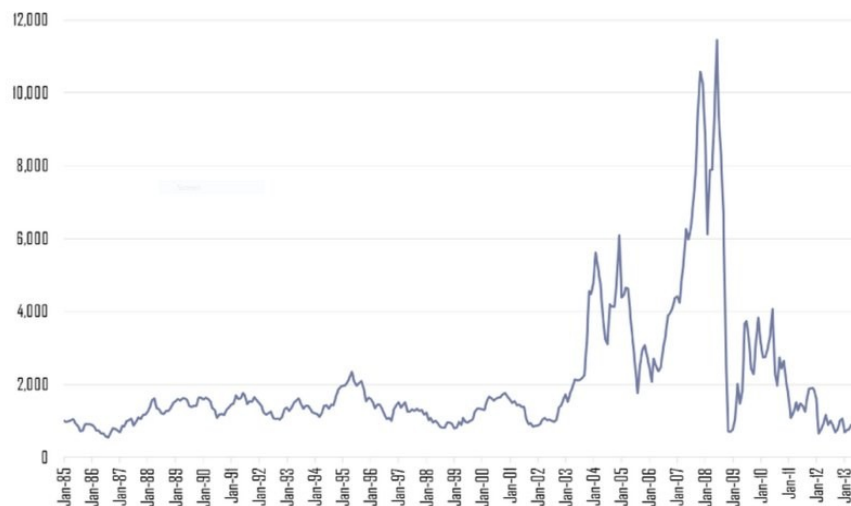
Pour retrouver les débuts des soucis bancaires russes, il importe de les mettre en relation avec la baisse organisée du cours du brut. Lire ici l'article de janvier 2015 dans [Moscou Times](#) [ici](#). Une autre banque russe est en train de tomber selon l'article est la Tavritchski (sur laquelle je n'ai rien trouvé)...

Aux US, c'est la Capitol City Bank and Trust Company d'Atlanta qui a déposé le bilan en toute discrétion le jour de la Saint Valentin, et qui a été mise sous contrôle de la FDIC. Vous remarquez que dans son nom on trouve "Confiance" ha ha ha... Vous notez aussi que c'est le parfait symbole de la superbe reprise économique aux Etats-Unis que les merdias vous expliquent à longueur de temps. **Ce qui, rien que pour 2015, nous donne déjà trois banques américaines mourues JUSTE EN 45 JOURS !!!**

- Capitol City Bank and Trust Company Atlanta
- Highland Community Bank Chicago
- First National Bank of Crestview

## **INDEX BALTIC DRY vs INDEX DOW JONES (ou: L'ESCROQUERIE DE LA FED PROUVEE PAR LES INDEX)**

**du 23 au 27 février 2015** : Après le très voyant 666, après l'alarmant 530, voici que l'index des marchandises circulant sur mer vient de battre un nouveau record: 513 points !!!! que vous pouvez voir [ici sur le site Bloomberg](#), mettez [l'historique sur 1 an](#). On est loin des presque 12.000 points de 2008....



Source: Bloomberg; BDIY:IND. Value as of first business day of the month.

Mr Chouinard souligne qu'avec déjà 11 raffineries de pétrole fermées aux USA depuis le début du mois de février, l'index ne va pas s'améliorer, loin de là. La

même chose au Nigeria, au Canada, sur les côtes Africaines, Venezuela, bref chez tous les producteurs de pétrole, qui, sans parler de la baisse des prix, ont dû intégrer la baisse de consommation de carburants dû à la violence de la crise économique. Les chômeurs ne prennent pas leur voiture aussi souvent que quand ils travaillaient. CQFD.

**Et là vous voyez clairement ce que la planche à billets de la Fed arrive à faire: faire croire au monde entier que Wall Street est florissant ALORS QU'EN REALITE, le commerce mondial est tombé à son plus bas niveau !!!! En effet, il est Impossible de mettre des faux conteneurs sur des faux paquebots, même si vous avez de la fausse monnaie, juste pour faire monter le Baltic Dry... !!!**

### **RENDEZ-VOUS A BRUXELLES JEUDI, VENDREDI ET DIMANCHE - ET A ROUEN CE SAMEDI (+ LILLE)**

**du 23 au 27 février 2015** : Chers lectrices et lecteurs belges, ça y est, je serai enfin à Bruxelles pour vous voir pendant 3 jours, ce jeudi, vendredi et dimanche à la Foire du Livre, sur le stand 104, à partir de 14 heures (lieu: Tour & Taxis – Avenue du Port, [lien ici sur le salon de Bruxelles](#)).

Lecteurs de Rouen, je n'ai pas souhaité annuler la date de ce samedi, donc je serai bien à la librairie Horus, 68 rue du Général Giraud, toujours à 14 heures. Amitiés à toutes et tous.

PS: lecteurs de LILLE, attention, la librairie a changé: n'oubliez pas, notez bien la nouvelle adresse pour le 21 mars: Cultura dans le Centre Héron Parc à Lézennes.

### **SYRIZA A TRAHI LE PEUPLE GREC !! (MELENCHON VA RAMER TRES DUR MAINTENANT)**

**du 23 au 27 février 2015** : Voici 15 jours, je vous avais donné mon diagnostic sur Varoufakis, le ministre des Finances de Syriza: un universitaire qui croit parler un anglais courant, qui s'adresse à ses interlocuteurs comme s'ils étaient des élèves de première année, et qui n'a vraiment pas compris à qui il avait affaire à Bruxelles. Eh bien, il s'est couché le Varoufakis, nettoyé, explosé façon puzzle car tout ce qu'il a vraiment obtenu, ne riez pas, est que le mot "*Troika*" soit remplacé par "*institutions*", celui de "*memorandum*" par "*accord*", et "*créanciers*" par "*partenaires*", MDR LΦΦΦΦΦΦΦL.

Comment dit-on "brave garçon" en grec déjà ?

Nous en France on a quand même fait bien mieux, comme par exemple avec

"Plan de licenciement" remplacé par "Plan de sauvegarde de l'emploi"... Pas du tout agressif dans l'image que la phrase véhicule en elle. C'est très important l'image envoyée dans votre cerveau par un ou des mots, voyez par exemple "esclave", pas du tout la même chose si on le remplace par: "auto-entrepreneur".

Bref, pour Varoufakis, il fallait donner un message différent à véhiculer aux masses par les média grecs afin de masquer son échec, car il s'agit bien d'un échec kolossal.

**En effet, Varoufakis s'est couché sur: 1) il était hors de question que le FMI continue à s'occuper de la Grèce pour Syriza, eh bien il est maintenant d'accord pour que le FMI continue à mettre son nez dans les négociations... 2) le chantage des Allemands a marché, "vous n'aurez pas vos milliards si vous n'êtes pas d'accord avec nous", mettant les banques grecques sur la paille en 24 heures.... Varoufakis a dit: "oui Maître", et 3) il a promis de ne rien changer aux mesures d'austerité alors que Syriza a été élu pour ça justement, pour les BALAYER !!! .**

Ouuuuups.....

Les réactions à Athènes n'ont pas traîné. Mr Arfeuille a vu que Manolis Glezos, célèbre député Syriza au parlement de Bruxelles, a demandé pardon aux Grecs pour cette trahison!!!! Dingue! Voici ce qu'il a écrit sur son blog:

*Changer le nom de la troïka en institutions, mémorandum en accord et celui des créanciers en partenaires ne change en rien la situation antérieure. L'on ne change pas non plus, bien entendu, le vote du peuple Grec aux élections du 25 janvier 2015. Il a voté pour ce que SYRIZA avait promis: abolir le régime d'austérité qui n'est pas seulement une stratégie de l'oligarchie allemande mais aussi de celle des autres pays créanciers de l'Union européenne et de l'oligarchie grecque.*

*Nous abolissons les mémorandums et la troïka, nous abolissons toutes les lois de l'austérité.*

*Au lendemain des élections, d'une seule loi, nous abolissons la troïka et ses effets.*

*Un mois est passé et cette promesse n'est toujours pas transformée en acte.*

*Domage et encore dommage.*

*Pour ma part, je demande au Peuple Grec de me pardonner d'avoir contribué à cette illusion.*

*Mais, avant que le mal ne progresse. Avant qu'il ne soit trop tard,*

*réagissons.*

*Avant toute chose, par le biais d'assemblées extraordinaires, dans toutes les organisations, quel qu'en soit le niveau, les membres et les amis de SYRIZA doivent décider s'ils acceptent cette situation. D'aucuns prétendent que, pour obtenir un accord, il faut savoir céder.*

*En tout premier lieu, entre l'opresseur et l'oppressé, il ne peut être question de compromis, tout comme cela est impossible entre l'occupé et l'occupant. La seule solution c'est la liberté.*

*Mais, même si nous acceptions cette aberration, ce que les gouvernements antérieurs ont fait avec le chômage, l'austérité, la pauvreté, les suicidés, en soutenant les mémorandums, va bien au-delà de toute limite de compromis". Manolis Glezos, Bruxelles, le 22 février 2015 ([lire le post original de Glezos ici](#), et [ici la rédaction d'Okea News](#)).*

Mr Arfeuille traduit parfaitement mes pensées: "*chiffres Eurostat publiés le jeudi 22 janvier 2015: dette publique de la Grèce: 315,509 milliards d'euros, soit 176% du PIB. En clair : la Grèce est en faillite. Or que lisons-nous aujourd'hui? "L'autre élément important, c'est que la BCE, puisqu'un accord a été trouvé, va pouvoir réintroduire la dérogation qui permettait aux banques grecques de se refinancer normalement à son guichet en utilisant les dettes d'Etat comme collatéraux, autrement dit comme garantie. Ceci permettra, in fine, à l'Etat de financer une partie de ses besoins par l'émission de bons à court terme", [lire ici la Tribune](#). Dans les quatre mois qui viennent, voici ce qui va se passer:"*

- 1- La Grèce est incapable de rembourser quoi que ce soit
- 2- La Grèce va quand même continuer à émettre des obligations d'État
- 3- Les banques grecques vont quand même acheter ces obligations d'État
- 4- Ensuite, ces banques vont refourguer ces obligations d'État à la BCE comme collatéraux
- 5- La BCE va quand même accepter ces obligations pourries, et elle va quand même continuer à prêter des milliards d'euros aux banques grecques
- 6- La Grèce va continuer à se surendetter. De toute façon, elle ne remboursera pas sa dette (note PJ: LoL )
- 7- En Grèce, les européistes vont continuer à empiler des caisses de dynamite par-dessus les caisses de dynamite déjà existantes

Et Mr Arfeuille conclut: "*encore 4 mois à empiler des caisses de dynamite supplémentaires, encore quatre mois de fuite en avant....*", ce qui nous met à... roulez tambours, sonnez trompettes, fin juin 2015, ie, au début des... vacances

de juillet si on prend 15 jours de négociations de plus! Donc: comme d'habitude : - )

C'est comme cela qu'on est bon politique manipulateur, en repoussant tout en juillet ou août ou bien dans la dernière semaine de décembre, au mieux sur le 2 ou le 3 janvier, quand le peuple est en vacances.

Cela dit, le peuple grec n'est pas dupe, et selon les derniers derniers chiffres, " *1 milliard d'euros ont été retirés des banques pour la seule journée du vendredi*" (jour du soi-disant accord) qui s'ajoutent aux 20 autres milliards déjà sortis des comptes depuis décembre... [lire ici Capital](#), merci à Confucius.

En clair, en Grèce rien n'a été réglé, et tout sera repoussé à fin juin si les Allemands disent "ja" ce lundi. Le tic-tac ferait juste une pause de 4 mois. Le seul souci est: les Grecs accepteront-ils d'être bernés à ce point par ceux qu'ils ont mis au pouvoir? L'extrême gauche peut-elle jouer avec les capitalistes-libéraux pour qui seule la dette par esclavage compte? alors que Syriza a promis de briser le "*joug de l'esclavage par la dette*".

Sachant qu'en cas de sortie de la Grèce, 330 milliards d'euros seront perdus pour les pays européens (dont 70 milliards pour les banques french), l'accord sera forcément trouvé, les Allemands y étant alors pour 90 milliards... Le souci revient à donner encore plus de milliards pour avoir une chance d'en récupérer quelqu'uns avant la chute: "*While Greek officials remain 'confident' of their ability to deliver a reform package that the Troika-esque 'institutions' will accept tomorrow (notably a bank holiday in Greece), it appears the Germans are not so sure ... the 'institutions' do not seem as confident... The German parliament is unlikely to approve extending Greece's bailout before it expires at the end of the month, a senior lawmaker of Germany's ruling coalition said Sunday*", lire [ici pour un peu de suspense](#).

Le seul vainqueur de ces négociations est bien le ministre des Finances de Mme Merkel !!!

## **LA CRISE DE FOU RIRE AVEC LAURENT FENDT SUR LES MATCHES DE FOOTBALL GRECS A ETE RETROUVEE**

**du 23 au 27 février 2015** : Histoire de vous détendre un peu, voici la fameuse crise de fou rire absolu en compagnie de Laurent à la radio, après mon premier retour d'Athènes (novembre 2012, déjà !!!). Il est intéressant de noter à quel point les informations de l'époque sont plus que jamais d'actualité aujourd'hui! Merci à vous tous de me l'avoir réclamée, car elle vaut son pesant de lampes de poche : - )

## **LES OFFRES D'EMPLOI "FANTOMES" DE PAUL EMPLOI**

**du 23 au 27 février 2015** : De notre lecteur Bruno: "*il y a un mois je faisais des recherches uniquement dans le département du lot et on voyait à peu près 80 offre d'emplois (effrayant). Mais depuis, c'est 150 tous les jours. Regardez sur le site de pôle emploi, tapez n'importe quel département dans lieu de travail (à part Mayotte et St Pierre et Miquelon) et lancez la recherche, vous verrez qu'il y a 150 offres d'emplois dans chaque département. C'est incroyable la synchronicité de Paul et ses emplois!!! Et je ne vous parle pas des pseudos offres qui datent de 2014, des CDD de 1 jour et de celles ou l'on vous répond jamais. **Il existe même des offres qui paraissent le lundi, disparaissent le mardi et reviennent le mercredi.** C'est beau les quotas ou plutôt le QE des emplois! Aussi, il faudrait qu'on m'explique où sont les 275.000 offres d'emploi manquantes. Polo annonce 290.000 offres d'emploi en ligne, mais si on fait un calcul rapide 100 départements par 150 offres cela ne fait que 15.000 offres. Faudrait peut être qu'ils embauchent un comptable ou un informaticien pour régler leur bécane! Je le savais déjà, mais si on veut retrouver un emploi ne comptez pas sur Pôle Emploi".*

Ci-dessous, la video du groupe La Grande Marianne "*Quand Pôle Emploi propose des offres qui n'existent pas*". Regardez-la, c'est très très intéressant et confirme ce que nous écrit Bruno.

## **LES EPARGNANTS VOLES ONT DECIDE DE TRAINER AXA ET AGIPI DEVANT LES TRIBUNAUX POUR LEUR ASSURANCE-VIE**

**du 23 au 27 février 2015** : Notre lecteur Artemis a vu ce sujet video de FR3 qui explique que des épargnants floués qui avaient payé pour leur assurance-vie ont décidé de mener une action de groupe contre les deux vendeurs, Axa et Agipi: "*La CLCV dénonce un contrat d'assurance-vie qui n'aurait pas tenu toutes ses promesses. Près de 100.000 épargnants auraient perdu de l'argent*". Cela vient renforcer la dernière revue de presse video (plus de 48.000 vues !!! voir plus bas) consacrée aux assureurs et aux assurances-vies qui nous mènent en bateau. [Regardez bien le reportage video ici de FR3.](#)

## **UNE JUSTICE POUR LES BANQUIERS, UNE AUTRE POUR LES GENS NORMAUX (suite !!!!)**

**du 23 au 27 février 2015** : Mr Carbogno de son côté à vu que la tendance se confirme: après la banquière qui avait détourné 350.000 euros à ses clients et



qui n'a pris que 3 mois avec sursis, voici un autre jugement de même nature, rapporté par Lorraine Actu: "*Le banquier de la Caisse d'Épargne dans le secteur de Thionville (Moselle) a été condamné à de la prison avec sursis pour avoir détourné 120.000 euros*". Cela confirme les propos d'Alexandre Caget dans la vidéo sur les assureurs: "*banquiers, continuez à prendre l'argent des clients, vous ne risquez rien*".

Si deux quidams avaient braqué la même agence et seraient repartis avec ces mêmes 120.000 euros, ils auraient pris minimum 15 ans de réclusion criminelle. Là, un petit sursis, et hop, dossier classé !!!! C'est quand même dingue. Donc, il existe bien maintenant une justice distincte pour les banquiers et une autre pour vous, vous avez déjà deux preuves. Lire [ici LorActu pour le croire](#).

## **LES VIREMENTS DE PLUS EN PLUS CONTROLES, PLAFONDS VISA PREMIER BAISSÉS**

**du 23 au 27 février 2015** : De notre lecteur Aurélien: "*à propos de la Caisse d'Épargne où j'ai mon compte bancaire, l'autre jour on m'a remis un chèque de 2000 euros pour la vente de ma 106. Il m'est impossible d'effectuer des virements, mon père m'ayant avancé 1000 euros afin que je puisse payer mes impôts (taxe d'assainissement précisément). J'ai tenté de lui virer 1000 euros: impossible! (sur mon compte il y avait pourtant 2000 euros et quelques centimes, mon découvert arrive tous les mois, mais au maximum à -400 euros, or à ce moment ce n'était pas le cas). Je reprends, j'essaie de lui virer 900 pareil, 800 pareil, et finalement je parviens à lui virer 300 euros! Le message qui apparaît à chaque tentative est: "erreur 0250 approvisionnement insuffisant". Du coup, j'ai laissé la journée d'hier puis à l'instant je viens d'essayer de lui virer à nouveau 300 euros (en sachant que mon compte est à +1619 euros) et cela m'est également impossible! C'est vraiment exaspérant, et on sent bien qu'il y a en France une volonté de "pourrissement" en laissant le pays et son restant de système bancaire à l'abandon! Le problème c'est qu'il y en a forcément qui vont péter les plombs et y aller au fusil de chasse pour régler leur compte*".

D'un autre lecteur Pierre: "*je suis client LCL et je fais beaucoup de retraits, mais depuis quelques temps j'ai des soucis: souvent le DAB m'indique que j'ai atteint le maximum. **J'ai pourtant une Carte Premier**. Cette dernière me permettait de faire de gros retraits et ainsi éviter que big brother connaisse la moindre de mes dépenses. Je suis allé voir mon conseiller, ce dernier m'a expliqué que le plafond de retrait des Cartes Premier était passé de 1500 à 1000 euros et que celui des cartes Visa Standard était passé de 500 euros à 300 euros. Le conseiller m'a dit que c'était pareil dans les autres banques. J'ai juste [regardé pour LCL ici \(lien\)](#). Effectivement le plafond de 1000 euros est mentionné. Et*

*encore, pour avoir mes 1000 euros, il faut que je fasse preuve de ténacité, puisque aucun DAB n'acceptera de me les donner! Je devrais ainsi aller dans un premier DAB retirer 500 euros puis aller dans un DAB LCL pour prendre 500 euros de plus ! On marche vraiment sur la tête. C'est assez grave si collectivement l'ensemble des banques via le GIE Carte Bleue ont décidé de réduire les plafonds de retrait de l'ensemble des cartes. Comme par ailleurs mon agence (dans le 7e, Paris) où il était possible de faire des gros retraits est devenue une «Agence Money Less» (il n'y a même plus de porte blindée) je suis quand même un peu em\*\*\*\*\*é. **Bref c'est difficile de récupérer son argent alors qu'il y a encore quelques mois il était possible d'aller au guichet et demander des billets de 500 euros!***

## **CATERPILLAR AU PLUS BAS AVEC DES VENTES EN BAISSSE CONSTANTE DEPUIS 26 MOIS...**

**du 23 au 27 février 2015** : Je vous ai souvent parlé du géant des camions géants BTP, sans lesquels aucun grand chantier ne peut sortir de terre. ZH a commenté ses derniers résultats, et il faut l'avouer, ils ne sont guère brillants: "*Caterpillar just reported that in January, it suffered its worst retail sales month since Lehman, with global sales plunging 14% from last January (when sales in turn had dropped 8% from a year before, while the year before had slid 3% from the year before that and so on). In fact, January was so bad, it was the first month since 2013 when CAT reported declining sales across all regions in which it does business, now that the dead CAT bounce in North America is over*". Traduction: c'est ça la vraie reprise américaine. Non seulement elle n'a jamais existé, mais en plus [si vous regardez bien le graphique ici](#), eh bien vous verrez qu'il s'agit d'une lente descente aux enfers et que les licenciements ne sont pas terminés avec ces 26 mois de baisses des ventes consécutives !!!

Le plus curieux est que ma liste des licenciements massifs, qui a recommencé en mai 2012, a littéralement collée à la descente que vous observez sur le graphique. La raison la plus claire de cette baisse est que les promoteurs ne trouvent plus de capitaux pour lancer des grands chantiers. Si la Chine lui a permis d'améliorer ses scores, il est évident que là ce n'est plus cas et que même là bas, les ventes sont en berne.

## **LE 666 ILLUSTRE: COMMENT LA NSA A MIS UN ESPION DANS VOTRE CARTE SIM !**

**du 23 au 27 février 2015** : Deux informations sont sorties dans la presse informatique la semaine passée, et pas n'importe lesquelles, à propos de l'agence d'espionnage américaine NSA qui espionne maintenant le monde entier.

D'abord les cartes à puces. Dans le livre 666 **je parle justement de l'opération agressive menée à l'époque par la CIA pour prendre le contrôle de Gemplus, la société qui fabriquait des cartes à puces pour les banques et les opérateurs telecoms**. Eh bien vous allez comprendre pourquoi !!!!! Note: Gemalto est le produit de la fusion de Gemplus, fondée par le génie industriel français Marc Lassus à Gemenos, et Axalto).

*"La NSA et le GCHQ ont dérobé des clefs de cryptage de cartes SIM, leur permettant d'intercepter en toute discrétion les communications des utilisateurs de ces cartes, selon The Intercept, le site américain de journalisme d'investigation"*. Et justement, The Intercept écrit: *"American and English spies hacked into the internal computer network of the largest manufacturer of SIM cards in the world, stealing encryption keys used to protect the privacy of cellphone communications across the globe, according to top-secret documents provided to The Intercept by NSA whistleblower Edward Snowden. The breach, detailed in a secret 2010 GCHQ document, gave the surveillance agencies the potential to secretly monitor a large portion of the world's cellular communications, including both voice and data ... **As part of the covert operations against Gemalto, spies from GCHQ -with support from the NSA- mined the private communications of unwitting engineers and other company employees in multiple countries**"*. Lire [ici le grand papier de Intercept](#).

Sont concernés presque tous les opérateurs de la planète Orange, SFR, Bouygues, ATT, T-Mobile, Verizon, Sprint *"and some 450 wireless network providers around the world"*. Cool. Voilà comment on prend le contrôle du monde, en faisant chanter députés, PDGs, sénateurs, syndicalistes, etc., avec une oreille d'installée directement dans la puce de leur téléphone. Et voilà pourquoi la CIA a également menée son opération contre NOKIA, la faisant racheter par Microsoft au point que Elop, le PDG de Nokia a reçu une montagne de millions de dollars pour son échec.

J'ajoute que vu le fabuleux ballets d'espions américains mis en place autour du Gemplus de Marc Lassus depuis 1991 (soit depuis 24 ans), je ne suis pas surpris que les espions aient eu autant de facilités à inclure leur code dans la matrice des divers puces...

## **LE 666 ILLUSTRE: COMMENT LA NSA A MIS UN VIRUS ESPION DANS LE BIOS DE VOTRE PC !**

**du 23 au 27 février 2015** : Le BIOS c'est la partie logicielle qui se trouve dans une puce de votre PC et qui prend en compte et lance le disque dur, lui

aussi muni de son BIOS-firmware. Sans lui, rien ne se passe. Là aussi, la NSA s'est illustrée en mettant dans le firmware de tous les grands fabricants de disques durs, genre Seagate, Western Digital, etc. un virus espion qui inscrit sur le disque global une porte dérobée qui leur permet de venir fouiller sur votre ou vos disques durs.

Cool...

*"Les équipes de Kaspersky Lab en sont arrivées à cette conclusion après plusieurs années d'enquête sur ce qu'elles considèrent aujourd'hui comme le dispositif de surveillance électronique « le plus complexe et le plus sophistiqué » découvert à ce jour. Encore activement exploitée, cette plate-forme serait opérationnelle depuis au moins 2001, voire 1996, si on se fie à la date d'enregistrement de certains serveurs utilisés pour contrôler les malware. Elle hébergerait notamment un ver très proche de Stuxnet. Ce virus complexe et polymorphe dont la conception est attribuée à l'Agence américaine de sécurité nationale (NSA) avec la collaboration de l'unité 8200 de l'armée israélienne (cyberdéfense) avait mis à mal un site d'enrichissement d'uranium implanté en Iran, endommageant un millier de centrifugeuses. Mais c'est bien le module de piratage des disques durs qui retient l'attention de Kaspersky. Dans son rapport publié lundi ([document PDF ici, 44 pages](#)), l'éditeur russe note que la quasi-totalité des produits du marché sont affectés : Seagate, Western Digital, Toshiba, IBM, Micron, Samsung... Il est d'autant plus difficile de détecter l'infection qu'elle se loge dans le firmware des disques durs. Ce qui lui permet aussi de s'activer presque instantanément au démarrage (la seule étape qui précède dans la séquence d'amorçage est l'initialisation du BIOS) et d'ouvrir discrètement des portes dérobées permettant de récupérer des données à foison. Pour Kaspersky Lab, réussir à implanter un logiciel malveillant dans le firmware d'un disque dur est une prouesse. A moins que les pirates aient eu accès au code dudit firmware. Du côté de Western Digital, on assure ne pas avoir communiqué ce genre de données. Chez Seagate, on estime avoir intégré des couches de sécurité pour éviter les modifications non sollicitées du micrologiciel, ainsi que son étude par reverse engineering", [lire ici ITExpresso](#).*

Notez que le procédé est le même qu'avec le firmware des cartes à puce de votre Carte Visa ou de votre téléphone. On installe le virus espion à la racine, et non quelque part au hasard dans le disque. Comme Windows 8 dispose d'une autre porte d'entrée NSA, l'association des deux se transforme en portail grand ouvert. Il va de soi que tout ceci a été magistralement piloté. Chantage, argent via planches à billets et menaces, les seules vraies politiques des Etats-Unis...

[Lire ici BGR](#) et [ici Wired](#).

Bien le bonjour aux ordinateurs de la DCRI, des Douanes, de la DGSE, etc... Vous êtes, comme on dit, un livre ouvert pour les espions de la NSA... Vous ne pouvez raisonnablement plus rien leur cacher. Est-il encore nécessaire de mettre SECRET-DEFENSE, RUBIS, CONFIDENTIEL-DEFENSE, etc. sur vos documents ou mails ? Bref, vous comprenez avec quelle facilité les députés français ont voté toutes ces lois pour empêcher au maximum les Français d'acheter de l'or...

## **QUAND CE N'EST PAS LA NSA, C'EST L'ETAT FRANCAIS QUI VOUS ECOUTE !!!**

**du 23 au 27 février 2015** : Mais ne paye pas les écoutes !!! (la NSA dispose de la planche à billets, elle n'a pas ce souci)... Donc, après l'Etat Belge qui n'arrivait plus à payer les opérateurs télécoms plusieurs millions d'euros, eh bien cette fois c'est le tour de l'Etat français à ne plus payer les sociétés privées chargées des écoutes téléphone... Eh oui... Moi qui pensais que cette activité, seuls les policiers pouvaient l'effectuer de manière légale. Ainsi, le Figaro nous apprend que la société Elektron réclame 8 millions d'euros arriérés: "*Michel Besnier accuse l'État de lui devoir de l'argent. L'entreprise, prestataire de justice, est chargée des écoutes judiciaires en France avec cinq autres entreprises. «Elle assure pour environ 35% des interceptions judiciaires», précise le PDG. «Sur ordre de la justice, ils mettent à disposition d'enquêteurs de la police, des moyens d'écoute et d'exploitation, explique un spécialiste au Figaro. Ils travaillent donc exclusivement avec le ministère de la Justice». Michel Besnier réclame à l'État plus de huit millions d'euros d'impayés, 8.241.449 € précisément, «alors que son chiffre d'affaires 2014 était de plus de 11 millions», explique le communiqué*"... Lire [ici le Figaro](#).

## **SERIE DE DESTRUCTIONS D'EGLISES EN FRANCE + UNE STATUE DE LA VIERGE SURNATURELLE EN ARGENTINE**

**du 23 au 27 février 2015** : Pas une semaine sans qu'une église ou deux soient taggées, souillées, saccagées. Une véritable organisation criminelle semble s'être mise en place dans toute la France. La dernière est plutôt abjecte: "*Dans le courant de la nuit de mercredi à jeudi, un ou des individus ont commis différentes dégradations au chef-lieu de la station de Châtel. Sur des éclairages des sapins devant la mairie, différents panneaux de stationnement ont été détériorés, la barrière automatique de la sortie du parking souterrain a été cassée et des banderoles arrachées. Des containers d'ordures ménagères ont également été renversés dans les talus. La statue Notre-Dame des skieurs, placée devant l'église, a été la cible de ce vandalisme nocturne. La statuette amputée des deux mains a été jetée dans le cimetière. Notre-Dame des skieurs*

*est l'œuvre réalisée pour le passage de l'an 2000 par le sculpteur polonais Max Misztal', [Lire ici le Dauphiné](#), merci aux lecteurs.*

Mais ce qu'il y a de génial avec la Vierge, c'est que même si on lui coupe les mains, parfois elle se manifeste par des opérations surnaturelles (pour leur faire un bras d'honneur, LoL, désolé, il est 5h du matin) comme en Argentine où bien qu'une de ses statues ait été enlevée, les gens continuent à la voir!!!

Cela est en adéquation avec tous ce que vous avez pu voir dans le livre Notre-Dame de l'Apocalypse: "*Cela peut sembler incroyable, mais c'est vrai. Dans la niche au-dessus de l'autel de la chapelle du sanctuaire de Notre-Dame-de-Lourdes, à Alta Gracia (Argentine), il n'y a pas de statue de la Vierge, mais l'on peut voir son image, alors que la niche en question est en réalité vide. Il ne s'agit pas d'une image plane mais en relief, en trois dimensions : même les plis du vêtement sont visibles. On dirait un hologramme.*

*Et ce n'est pas une illusion psychologique, fruit de la dévotion exaltée de quelques pèlerins. Croyants ou non croyants, tous ceux qui se pressent au sanctuaire la voient et l'image apparaît même sur les photos qui sont prises. Elle se distingue parfaitement depuis la porte d'entrée et s'évanouit ensuite peu à peu, au fur et à mesure que l'on se rapproche de l'autel. (...) En août 2011, cette statue a été retirée de la niche afin d'être restaurée. Quelques jours plus tard, l'un des prêtres en charge du sanctuaire s'apprêtait à fermer la porte principale de la chapelle, quand il vit une silhouette, qui semblait être en plâtre, à la place occupée auparavant par la statue de la Vierge de Lourdes. S'approchant de l'autel à plusieurs reprises, il observa alors que l'image s'évanouissait au fur et à mesure qu'il se rapprochait. Or la statue n'était pas là. Devant le phénomène manifeste, visible par toutes les personnes visitant le lieu, et après les commentaires inexacts de la presse, les frères carmes déchaux publièrent alors le communiqué suivant : « La manifestation de l'image de la Très Sainte Vierge n'a pas, à ce jour, d'explication rationnelle. Elle doit être interprétée par le peuple de Dieu comme un signe pour augmenter et approfondir la foi chrétienne et susciter dans le cœur des hommes la conversion à l'amour de Dieu et leur participation à la vie de l'Église »", [lire ici Alteia](#), merci à Confucius.*

### **CETTE FOIS C'EST UN ACCIDENT... MAIS QUAND MEME...**

**du 23 au 27 février 2015** : Même si cela est clairement un accident due à de l'inconscience pure et simple, notons que Kate Matrasova, trader de la BNP (morte à 32 ans à la suite de l'arrivée d'un blizzard qui a baissé la température à -20 degrés alors qu'elle était partie pour escalader une montagne), était aussi

l'épouse d'un haut responsable de la JP Morgan à New York, Charlie Farhoodi. En fait, elle même a travaillé à la JP Morgan de 2006 à 2008, venant de la fameuse entité obscure Morningstar... Depuis quelque temps, Dieu aime beaucoup rappeler à lui les banquiers, en particulier ceux qui ont travaillé à la JP Morgan. [lire ici Bloomberg](#).

## **LA RUSSIE A LANCE SON CONCURRENT DE SWIFT**

**du 23 au 27 février 2015** : Ca y est. Après la déclaration de guerre de Mr Cameron de l'année dernière demandant de sortir le système bancaire russe du réseau telecom bancaire mondial Swift (surveillé en permanence par la NSA, rapellons-le), les équipes de la Banque Nationale Russe ont mis en place un réseau concurrent avec déjà 91 institutions connectées, ce qui est peu par rapport aux 10.000 connectées à Swift.

D'ici la fin de l'année plus de 1000 autres institutions (en particulier des BRICS) devraient rejoindre le système russe, et je parie que cela deviendra une condition obligatoire pour travailler avec la Russie dès l'année prochaine. Sinon, impossibilité d'être payé. Lire [ici Sputnik News](#). Si De Gaulle était encore à l'Elysée, nul doute qu'il aurait non seulement salué cette décision, mais qu'il aurait également obligé toutes les banques french à s'y connecter dans l'heure...

## **COMMENT GAD EL MALETTE A ATTERRI CHEZ HSBC + LES LISTES DES FRAUDEURS ALGERIENS**

**du 23 au 27 février 2015** : Une des révélations de Falciani concerne Gad El Malette qui n'avait que 80.000 euros sur son compte HSBC suisse. Or, il a précisé que le ticket d'entrée minimum était de 1 million d'euros. Donc, cela laisse penser que le reste a filé ailleurs. Notre lecteur Mr Amrouni, nous signale que l'affaire HSBC a créé des tensions au sein du journal The Telegraph où officie Ambrose Evans-Pritchard puisque l'un des journalistes a démissionné pour protester contre le peu de place accordée à l'affaire des listings... afin de garder le budget HSBC: *"The Telegraph n'a pas le courage ou pire, plus la possibilité, de déplaire à l'un de ses importants annonceurs, la banque HSBC, estime Peter Osborne, éditorialiste politique du quotidien britannique. Le journaliste l'a fait savoir haut et fort en démissionnant. Selon lui, les responsables du Telegraph ont "priviliégié" la publicité et les intérêts du groupe bancaire international britannique au devoir d'informer. Le reporter, entré il y a cinq ans au sein du quotidien conservateur, accuse ainsi sa hiérarchie et les propriétaires du journal, les frères Barclay, de "tromperie envers ses lecteurs". Dans une tribune publiée le 17 février, Peter Osborne révèle que certains responsables éditoriaux ont "délibérément supprimé des articles" critiques*

*envers la HSBC. Il évoque entre-autres un reportage de janvier 2014 concernant des comptes bancaires à Hongkong, retiré du site Internet, alors "qu'il n'y avait aucun problème". Le tweet de l'auteur du papier reste aujourd'hui disponible, mais le lien est en effet inactif" [lire ici Le Monde](#) et surtout [ici la lettre ouverte du journaliste à tous ses lecteurs](#).*

*Mme Landry de son côté a vu comment 440 Algériens ont caché des centaines millions de dollars en Suisse chez HSBC: "L'Algérie est grandement concernée car au moins 440 de ses ressortissants possèdent dans les caisses de la HSBC à Genève plus de 671 millions de dollars. Ces Algériens ont ouvert pas moins de 590 comptes chez HSBC Private Bank. Comment ils ont fait pour transférer leur argent à la provenance douteuse ? Voici une vidéo qui explique le mode opératoire de ce vaste scandale d'évasion fiscale. Un scandale qui fera encore couler beaucoup d'encre dans les jours à venir" [lire ici Algérie Focus](#).*

La CIA fait circuler cette liste, dans les différents pays. Une enveloppe qui arrive par la poste, un peu comme chez Hot Doc à Athènes. Ceux qui (intéressant la CIA de par leurs fonctions) ont accepté de collaborer ont été retirés, les autres donnés en pâture. Manifestement, Gad El malette ne les intéressait pas... N'oubliez pas, je vous parle de cette liste HSBC depuis... 2012 : - )